M 6189 - 1096 - 8,00 F
3796189008001 10960
ISSN 0024-7650

Envoyez des travailleurs au parlement européen

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 1 096 - 3 juin 1989 - prix : 8 F

VOTEZ ARLETTE LAGUILLER

Dimanche 11 juin
à 15 H
ARLETTE LAGUILLER
AU ZÉNITH
à Paris
Porte de Pantin

POUR UN VOTE QUI SOIT UN DÉSAVEU DES POLITICIENS ANTI-OUVRIERS

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Pour les «grands» partis, si l'on entend par là ceux qui sont au pouvoir, ou qui viennent d'y être et aspirent à y retourner, le résultat des élections européennes est un enjeu, car il leur servira à mesurer l'évolution de leur influence, à justifier leurs combinaisons et leurs calculs politiques pour toute une période. C'est pourquoi ils s'inquiètent, paraît-il, des abstentions possibles et se donnent du mal pour mobiliser les électeurs en tentant de paraître différents.

L'ex-Premier ministre Fabius, qui lorsqu'il était en place s'est distingué par des plans d'austérité et de licenciements qui ne le cédaient en rien à ceux de ses prédécesseurs, tente ainsi d'expliquer qu'avec lui ce sera «l'Europe sociale», avançant comme seule mesure concrète... l'idée d'un «revenu minimum européen» pour les 44 millions de pauvres des douze pays. La seule ambition «sociale» de celui qui a contribué par sa politique à fabriquer des centaines de milliers de «nouveaux pauvres», c'est la charité publique !

Voilà avec quoi ces gens-là, qui gouvernent depuis des années contre la classe ouvrière, voudraient s'approprier encore une fois les votes des travailleurs. Et comme toujours, ils s'en serviront ensuite pour dire qu'ils ont été approuvés, qu'ils disposent de la confiance des électeurs, et pour continuer exactement la même politique : une politique qui a été la même sous les gouvernements de gauche et sous les gouvernements de droite, qui tous sans exception ont bloqué les salaires, rogné les protections sociales, supprimé des droits pour les chômeurs ou les assurés sociaux, systématisé la précarité de l'emploi.

★ ★ ★

Les travailleurs ne peuvent pas voter pour ces partis qui, à un moment ou un autre, ont participé à ces plans d'austérité et gouverné contre eux en faveur des riches, des bourgeois, des spéculateurs en tout genre. Ils ne peuvent pas les laisser parler en leur nom. Ce serait les encourager à continuer et à mener la même politique, en France et au niveau de l'Europe.

Au contraire, pour les travailleurs, chômeurs, retraités, pour tous les membres des couches populaires, ces élections européennes peuvent devenir une occasion de s'exprimer, de dire leur colère, leur opposition à tous ces politiciens qui osent parler en leur nom.

C'est pour leur donner le moyen de le faire que Lutte Ouvrière présente une liste dans ces élections. Voter pour elle, ce sera dire que l'on n'est pas d'accord avec ce gouvernement qui continue à bloquer les salaires, à donner toutes facilités au patronat pour licencier. Ce sera désavouer cette politique qui se résume en bonnes paroles pour les travailleurs et en avantages financiers et fiscaux pour le patronat.

Un nombre important de voix qui se porteraient sur la liste conduite par Arlette Laguiller dérangerait et inquiéterait les politiciens de gauche comme de droite et le patronat qu'ils servent.

★ ★ ★

Tous les candidates et candidats de la liste Lutte Ouvrière sont des salariés, ouvriers, employés ou techniciens de l'industrie ou des services. Ils partagent le sort des millions de travailleurs qui doivent vivre avec leur seul salaire et savent ce que signifie l'angoisse de se sentir sous la menace du licenciement et du chômage.

Tous sont des militants connus dans leur entreprise et leur intégrité peut être jugée chaque jour par des centaines de travailleurs qui sont leurs camarades de travail. Certains d'entre eux ont joué un rôle important dans les grèves et les mouvements sociaux, à la SNCF ou dans les hôpitaux, à la Snecma, chez Chausson ou à l'Alsthom-Atlantique.

La liste Lutte Ouvrière comporte autant de femmes que d'hommes. Toutes ces candidates, travailleuses salariées, connaissent bien, pour avoir à s'y opposer quotidiennement, les inégalités et les injustices que subissent travailleuses et mères de famille, toutes les femmes du peuple qui sont le plus souvent doublement exploitées.

L'élection de candidates et de candidats de Lutte Ouvrière serait celle de travailleurs de la base qui feront entendre les besoins, les revendications et les sentiments du monde du travail. Ce serait vraiment la voix des travailleurs, celle des ouvriers, des employés, des retraités et des chômeurs, qui pourrait se faire entendre depuis la tribune du Parlement de Strasbourg.

★ ★ ★

Avec 5 % des voix, la liste que je conduis aurait automatiquement quatre élus. C'est possible, si tous ceux qui sont d'accord et sympathisent avec ce que je dis, même s'ils n'ont pas voté pour moi dans les élections précédentes, se décident cette fois à dire vraiment ce qu'ils pensent. Et voter pour la liste Lutte Ouvrière sera pour eux le seul moyen d'exprimer à la fois un vote de conviction et un vote efficace.

D'un meeting à l'autre

LA CAMPAGNE D'ARLETTE LAGUILLER

(LO)

A Limoges, Angoulême, Compiègne, Douai, Marseille, Le Havre, notre camarade Arlette Laguiller a tenu des meetings avec bien sûr, la participation des candidats de la région, et elle va continuer. Chaque fois, c'est devant des salles chaleureuses, populaires qu'elle a pu expliquer pourquoi il serait important que les travailleurs élisent des députés de la liste LUTTE OUVRIERE au Parlement européen.

Comme d'habitude, à la fin de ses interventions, un débat a eu lieu. Beaucoup des intervenants tenaient à dénoncer eux aussi le chômage, l'intérim, les bas salaires, le RMI et les mille et un problèmes des travailleurs aujourd'hui. D'autres voulaient savoir pourquoi les discussions avec la LCR n'avaient pas abouti à une candidature commune. D'autres encore s'interrogeaient sur les façons qu'a la classe ouvrière de se faire entendre aujourd'hui (syndicalisme, luttes revendicatives, politique, etc.).

A plusieurs reprises, des participants se sont étonnés du peu de place que les médias font à notre liste ou encore du fait qu'il existe un seuil minimum de 5 % qui corrige de façon très anti-démocratique le scrutin proportionnel, puisque en dessous de ce seuil il n'est pas possible d'avoir des élus. Eh bien souhaitons que le vote des travailleurs corrige cette flagrante injustice.

À PARIS

ARLETTE LAGUILLER

avec tous les candidats de la liste LUTTE OUVRIÈRE

DIMANCHE 11 JUIN à 15 heures

AU ZENITH

M° Porte de Pantin

Dans les cités ouvrières

LES MILITANTS POUR NOTRE LISTE EN PORTE-À-PORTE

Le porte-à-porte des militants de Lutte Ouvrière dans les cités HLM bat son plein.

Tout le monde ne sait pas encore qu'il y a des élections européennes le 18 juin. Mais bien souvent, dès qu'on entend le nom d'Arlette Laguiller, c'est un sourire, et la discussion commence...

Dans les quartiers les plus ouvriers, on commence par dire ce qu'on a sur le cœur : *«les pensions baissent, les remboursements Sécu aussi...»*, *«je suis chômeuse, et j'ai eu une saisie-arrêt sur mes indemnités ASSEDIC!»*... On fait entrer chez soi les militants de LO pour discuter et parler des problèmes de son entreprise, parfois des problèmes syndicaux, des conditions de travail dans les petites entreprises de la région, et surtout des salaires.

«Etre représenté par des travailleurs, comme nous, à la tribune du Parlement européen ? Oui, ça changerait de tous les autres...».

Et la discussion s'engage, y compris avec des militants du Parti Communiste, le plus souvent très fraternelle. Par exemple avec ce militant de Picardie, qui nous dit que sa cellule est plus proche de nous, *«qu'on a des choses à faire et à dire en commun»*, et qui nous conseille d'aller voir son responsable de sa part, car *«il est plus proche de vous que de «là-haut»...*

Ailleurs, c'est une ancienne ouvrière, devenue commerçante, qui apprécie Arlette, car elle-même reste dans le camp ouvrier, ou ce jeune délégué CGT qui est content de ce que nous lui disons sur le fait de se faire entendre au Parlement européen et sur les luttes qui pourraient devenir contagieuses. Il faut dire qu'ils ont fait trois semaines de grève dans son entreprise...

Une déléguée syndicale d'une autre entreprise, par contre, est un peu découragée : *«La grève, ça ne paye plus, parce que les patrons ont des stocks, de la main-d'œuvre à volonté»*. Mais elle ajoute : *«Si toute la France est paralysée, là, ça pourrait changer, comme en 68 ou en Chine»*.

Ici, c'est une infirmière qui pense qu'elles *«se sont fait avoir après la grève, parce qu'on a lâché 500 F d'augmentation. Mais ces 500 F, il y a longtemps qu'ils sont partis en fumée, et quand on fait les comptes, avec les impôts et tout le reste, il en reste pas grand-chose et les conditions de travail ont empiré»*.

Là, quatre ouvriers refont un appartement : un peu moqueurs au début, ils deviennent intéressés quand nous leur parlons du Parlement européen comme une tribune possible pour les travailleurs, en attendant les luttes véritables. Ils discutent alors de leurs difficultés à s'organiser dans le bâtiment, de l'absence de syndicat, et finissent par signer la pétition de soutien à la liste Lutte Ouvrière, en laissant une adresse *«pour aller plus loin...»*.

(Lounès/Gamma)

MEETINGS de la liste LUTTE OUVRIÈRE avec Arlette LAGUILLER

LE MANS
Vendredi 2 juin à 20 h 30,
Palais des Congrès et de la Culture, rue d'Arcole, salle B.

REIMS
Samedi 3 juin à 18 h,
salle Saint-Marcoul, 31 bis, rue Brûlée.

DIJON
Dimanche 4 juin à 20 h 30,
Palais des Congrès, place du 27e R.I.

CLERMONT-FERRAND
Mardi 6 juin à 20 h 30,
salle Gaillard.

NANCY
Jeudi 8 juin à 20 h 30,
Palais des Congrès (Centre Saint-Sébastien).

STRASBOURG
Vendredi 9 juin à 20 h 30,
salle de la Bourse, place De Lattre de Tassigny.

PARIS
Dimanche 11 juin à 15 h,
au Zénith Pte de Pantin

LYON
Mardi 13 juin à 18 h 30,
mairie du 6e arrondissement, rue de Sèze.

MONTPELLIER
Mercredi 14 juin à 20 h 30,
Maison des Syndicats, rue Léon-Blum, Antigone.

ALÈS
Mercredi 14 juin à 17 h 30
salle Jacques Duclos rue Jules Cazot

TOULOUSE
Jeudi 15 juin à 20 h 30,
salle municipale, 22, allée de Barcelone.

BORDEAUX
Vendredi 16 juin à 20 h 30,
salle de l'Athénée place St-Christolly

«Les politiciens qui parlent de l'Europe sont hypocrites...»

A Nanterre, une femme de ménage veut bien voter pour la liste Arlette Laguiller, car dit-elle : *«L'Europe, c'est une bonne idée, surtout pour les jeunes, mais les politiciens qui en parlent sont hypocrites. Avec eux, on n'aura qu'une Europe superficielle. Et puis, les bourgeois font semblant de parler de l'Europe. Car dans le fond, ils tiennent à leur Etat : c'est comme un couple qui se donne l'apparence d'être uni devant tout le monde, mais qui par derrière, ne fait pas caisse commune et garde chacun son porte-monnaie...».*

«Les luttes à l'échelle européenne, c'est ce qu'il faudrait, mais comment y croire ?»

Un employé, délégué syndical à la retraite au ministère de la Défense, est inquiet au sujet de l'Europe : *«Bien sûr, des luttes à l'échelle européenne, ce serait enthousiasmant, mais comment y croire ? Et comment croire au rôle possible de révolutionnaires au Parlement européen ?».*

Dans les mois qui ont précédé la grève générale de mai 68, personne ne croyait plus non plus à la grève générale. Et on a vu...

Aujourd'hui, après dix ans de crise économique payée par les salariés, il y a bien sûr du découragement. Mais il y a aussi beaucoup de colère et de ras-le-bol accumulé. Tout juste ce qu'il faut pour que des luttes de grande envergure éclatent sans crier gare.

Dans toute l'Europe les travailleurs connaissent les mêmes difficultés. C'est bien pourquoi de véritables représentants des travailleurs, des travailleurs révolutionnaires, pourraient se servir utilement de la tribune du Parlement européen, en y faisant entendre un tout autre langage que les politiciens qui y siègent actuellement. S'ils y étaient élus, il pourraient dire au nom des travailleurs de leur pays, qu'ils souhaitent tendre la main à tous les travailleurs d'Europe, parce qu'ensemble, nous serons plus forts.

Meeting à PERPIGNAN
Vendredi 9 juin à 20 h 30,
salle Arago (Mairie)
avec LIBERTO PLANA
employé d'hypermarché, militant syndical, candidat de la liste Lutte Ouvrière

«Pour un vote qui exprime la colère ouvrière»

«Je ne veux plus voter pour les grands partis. Pour les remuer, je voterai pour les Verts. Pour vous, LO ? Vous êtes encore trop petits, plus tard peut-être...» **Voilà ce qu'on entend parfois dans les discussion de la campagne électorale.**

Mais plus tard, c'est parfois trop tard... Et puis, est-ce vraiment le vote écologique qui dérange le plus les grands partis qui ont gouverné contre les travailleurs ?

Voter «Vert», ce n'est pas dire «ras-le-bol», c'est regarder ailleurs... en attendant le pire. Et on le voit bien, les hommes politiques du patronat, qu'ils se disent de gauche ou de droite, s'accommodent somme toute bien du vote «Vert». Ça ne les empêche pas de dormir. Ils se mettent même à leur tour au goût du jour en parlant d'écologie.

Les travailleurs, quant à eux, peuvent beaucoup mieux, et surtout faire plus mal à ceux qui leur ont fait les poches. Ils peuvent faire mieux que protéger les arbres et les fleurs et cultiver leur jardin. Ils peuvent inquiéter le patronat des différents pays d'Europe en montrant qu'ils n'hésitent pas à choisir des travailleurs de la base marqués à l'extrême-gauche Plus cela inquiétera le patronat, plus le moral ouvrier en sera renforcé.

Car la colère encore rentrée des travailleurs peut s'exprimer bien plus clairement par un vote pour Lutte Ouvrière, par une augmentation de ses scores habituels, que par la contestation voilée et finalement rassurante du vote écologiste.

Voter écologiste, c'est une protestation qui n'ose pas dire son nom. Les grands partis l'interpréteront de la façon la plus inoffensive pour eux.

Voter Lutte Ouvrière, c'est ne pas avoir peur de dire vraiment ce qu'on pense. Et on craint et respecte toujours plus ceux qui disent clairement ce qu'ils pensent.

5% de colère ouvrière dans les urnes, feront beaucoup plus de bruit que 12% d'apolitisme écologique. Et avec 5% des voix, un petit mouvement comme Lutte Ouvrière aura au moins quatre députés à Strasbourg, qui sauront dire haut et fort, tout ce que la plupart des travailleurs pensent tout bas.

«Inutile de revoter pour les mêmes !»

«N'est-ce pas inutile de voter pour vous, puisque vous n'aurez pas d'élus ?» **Voilà la question que nous a posée un journaliste. Curieux, comme certains d'entre eux connaissent les sentiments des électeurs avant les élections... C'est ainsi qu'on a parfois des surprises.**

Quant à nous, ce qui nous paraît inutile, et même préjudiciable, c'est de voter pour des grands partis qui auront certainement des élus, mais qui ont gouverné, ensemble ou séparément, contre les travailleurs ces dix dernières années. Ce serait les encourager à continuer ou à recommencer la même politique à l'échelle de l'Europe, et qui plus est, en notre nom !

Ce qui serait utile et souhaitable, pour le moral de la classe ouvrière, c'est de donner suffisamment de voix à la liste d'Arlette Laguiller, pour qu'elle soit à la tribune parlementaire européenne.

Beaucoup de travailleurs étaient d'accord avec ce que disait Arlette Laguiller lors des précédentes consultations électorales. Mais ils n'ont pas voté pour elle parce qu'elle n'avait aucune chance d'être élue. Cette fois-ci, parce que le mode de scrutin est un peu moins anti-démocratique, avec 5% des suffrages, Arlette Laguiller et au moins trois autres candidats de sa liste seraient automatiquement élus. Arlette Laguiller qui obtient habituellement entre 2 et 3% des suffrages peut en recueillir 5% si tous ceux qui sont d'accord avec ce qu'elle dit, débarrassés de la hantise du prétendu vote utile, votent selon leurs convictions et leurs sentiments.

LES LOIS ÉLECTORALES POUR LES EUROPÉENNES

Les élections européennes se dérouleront selon des modalités différentes dans les différents pays. Le traité de Rome prévoit bien que l'Assemblée européenne peut élaborer une loi électorale commune aux pays membres de la communauté... mais, toutes les propositions faites ont été repoussées. Chaque gouvernement a évidemment ses raisons politiciennes pour maintenir son propre système électoral. Moyennant quoi les citoyens européens sont bien loin d'être égaux quand il s'agit d'élire leurs représentants au Parlement européen.

La plupart des Etats ont adopté un système proportionnel, à l'exception du Royaume-Uni où, à part l'Irlande du Nord, le système majoritaire par circonscription est en vigueur. Mais il y a beaucoup à dire sur la proportionnalité toute relative des «proportionnelles» en vigueur ailleurs.

D'abord, dans un certain nombre de pays, c'est tout simplement le nombre d'élus qui limite la possibilité d'être représenté au Parlement européen. Mais la France, l'Italie, le Royaume-Uni et l'Allemagne Fédérale, les quatre plus grands pays de la communauté, qui ont une population comparable, élisent chacun 81 députés. Chacun d'entre eux devrait donc représenter 1,23 % de ses concitoyens... Mais en Grande-Bretagne, le système du vote majoritaire élimine les petits partis. En France et en Allemagne Fédérale, un seuil de 5 % des suffrages exprimés a été établi pour avoir droit à la répartition des sièges. Reste l'Italie où le territoire a été découpé en cinq circonscriptions, mais où le décompte des voix se fait à l'échelon national : les petits partis peuvent donc être représentés au Parlement européen – comme d'ailleurs au Parlement national. Ainsi, le petit parti d'extrême-gauche *Democrazia Proletaria,* avec 1,4 % des voix aux élections de 1984, a un élu au Parlement de Strasbourg.

A cela s'ajoutent bien sûr les obstacles financiers en tout genre opposés aux candidatures n'émanant pas de «l'establishment» parlementaire, obstacles qui varient suivant les pays mais dont la France, encore elle, fournit un bel exemple en limitant le remboursement des frais légaux aux listes ayant obtenu plus de 5 % des voix.

A.F.

Aux élections pour le Parlement européen

FAITES À LA FOIS UN VOTE DE CONVICTION, ET UN VOTE EFFICACE DITES CE QUE VOUS PENSEZ, ET ELISEZ CEUX ET CELLES QUI VOUS REPRÉSENTENT LE MIEUX

Tous les candidates et candidats de la liste Lutte Ouvrière sont des militants bien connus dans leur entreprise et leur intégrité peut être jugée chaque jour par des centaines de travailleurs qui sont leurs camarades de travail. Certains d'entre eux ont joué un rôle important dans les grèves et les mouvements, à la SNCF, dans les hôpitaux, à la SNECMA, chez Chausson ou à l'Alsthom-Atlantique...

La liste Lutte Ouvrière comporte autant de femmes que d'hommes. Toutes ces candidates, travailleuses salariées, connaissent bien, pour avoir à s'y opposer quotidiennement, les inégalités et les injustices que subissent travailleurs et mères de famille, toutes les femmes du peuple qui sont le plus souvent doublement exploitées.

L'élection de candidates et de candidats de Lutte Ouvrière sera celle des travailleurs de la base qui feront entendre les besoins, les revendications et les sentiments du monde du travail. Ce sera vraiment la voix des travailleurs, ouvriers, employés, retraités et chômeurs.

Les candidates et candidats de Lutte Ouvrière sont radicalement opposés à tout chauvinisme et à tout racisme. Ils se serviront de la tribune du Parlement européen pour s'adresser au nom des travailleurs français aux travailleurs d'Allemagne, d'Italie, d'Espagne, de grande-Bretagne et d'ailleurs.

SOUTENEZ, SOUSCRIVEZ

L'aide de tous sera la bienvenue pour faire connaître notre liste, pour coller et faire coller nos affiches... et bien sûr pour nous apporter le soutien financier indispensable.

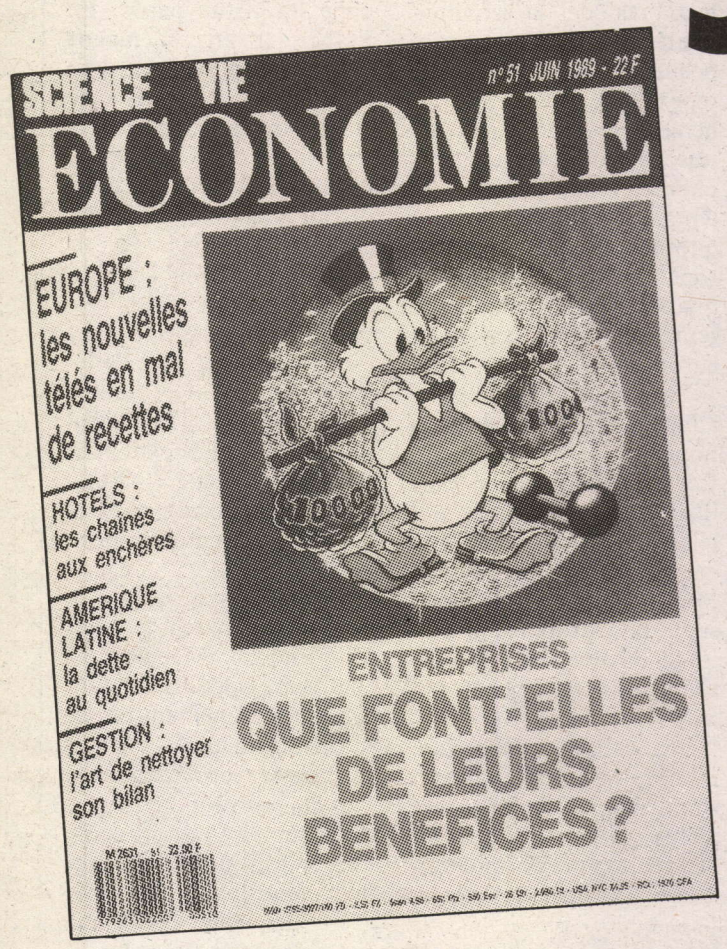
Pour souscrire : chèque bancaire à l'ordre de «Lutte Ouvrière» ou virements postaux à «Lutte Ouvrière, CCP 31 175 86 W La Source», avec mention «souscription».

SOUSCRIPTION Total à ce jour : 48.639 F

REGION PARISIENNE : Un camarade : 300 F. Kovacs : 50 F. Odile : 130 F. Valérie : 500 F. «Contre le chauvinisme et le nationalisme, vive l'internationalisme» : 100 F. Maurice et Claudine Becquet : 150 F. Edith, fonctionnaire, sympathisante : 200 F. Pierre, lycéen, militant : 800 F. Joseph, ingénieur, sympathisant : 220 F. Violaine, lycéenne, sympathisante : 50 F. Dominique, enseignante : 150 F. Didelon : 30 F. Kaloud : 20 F. D. : 300 F. D.T. : 50 F. Christiane : 100 F. J.J.B. : 130 F. Claude : 50 F. Bénard : 500 F. Le frère d'un copain : 200 F. Alain : 500 F. Une ex du «22 mars» : 200 F. Pour des travailleurs au Parlement européen : 250 F. Annick B. : 10 F. Marie-Cécile : 100 F. Jean-Michel et Bernadette : 2050 F. Un sympathisant : 1000 F. Michelle et Gilles : 100 F. José : 260 F. Flo, une ancienne toujours fidèle : 500 F. Sabatier Denise : 200 F. ***PTT Paris :*** Un postier : 40 F. Duval : 100 F. Retraités : 100 F. Laurent : 20 F. Soutien : 200 F. François : 100 F. ***Rhône Poulenc Vitry :*** Un ouvrier : 70 F. ***Hôpital Saint-Antoine (Paris) :*** 24 donneurs : 850 F. ***Renault Flins :*** Un sympathisant : 200 F. Un sympathisant : 140 F. Denis : 100 F. **CAEN :** Une maman : 200 F. **CHARTRES :** Soutien marché : 10 F. **BAR-LE-DUC :** Hughes : 150 F. **LE MANS :** Sophie : 100 F. Pierrette : 100 F. Claire : 10 F. Thierry : 200 F. Nicole : 100 F. Lucien : 200 F. Eliane : 100 F. François : 500 F. Manu : 200 F. X : 10 F. Loïc : 50 F. Claudine : 20 F. **VERNON (Eure) :** J.P.A. : 300 F. **DIJON :** Un couple de retraités de Chenôve, sympathisants : 300 F. **CHALONS s/SAONE :** Un copain à l'armée : 1000 F. **BOURGES :** Egre : 30 F. M. et Mme Louisa Manuel : 10 F. Balasse : 100 F. Garcia : 20 F. Castilla : 50 F. Un sympathisant : 50 F. Martine et Michel : 200 F. Une sympathisante : 50 F. Michèle ***Rosières :*** 100 F. M. Corsigny : 100 F. Dominique, un sympathisant : 100 F. M. et Mme Perronnet : 60 F. **NEVERS :** Un ouvrier d'***Imphy :*** 50 F. Un retraité : 20 F. Un partisan : 30 F. Parents : 100 F. Un immigré : 50 F. Jean : 100 F. Un cheminot : 20 F. **SAINT-DOULCHARD :** Anne-Marie Baez : 100 F. **LE HAVRE,** ***Total France :*** D.D. : 50 F. Jacques : 50 F. Joël : 40 F. Jean-François : 50 F. **ROUEN :** Françoise : 100 F. Geneviève : 50 F. **TOULOUSE :** M. et Mme Boileau : 500 F. Pierrot : 200 F. Odette, employée CAF : 100 F. Gilles, ASH : 100 F. Peytavi Hélène : 50 F. **LYON :** Emile Roux : 50 F. Robert et Hélène : 600 F. Tardy M.J. : 400 F. Manuguerra, RVI : 30 F. Karine : 20 F. Un sympathisant : 100 F. Nono : 60 F. Christophe (intérimaire Mâcon) : 70 F. Ahmed (Safir) : 100 F. Pour l'Europe des travailleurs : 220 F. Chantal : 100 F. Pour Arlette : 40 F. **GRENOBLE :** Vergain : 200 F. Françoise : 50 F. **MARSEILLE :** Bonnet Marie-France : 100 F. Un étudiant : 100 F. Pobs : 150 F. Sympathisante : 300 F. **TOURS :** Sylvie : 50 F. Soutien : 100 F. Pour que les travailleurs soient représentés : 200 F. **CHOLET :** Retraitée : 100 F. Jean-Pierre ***(Michelin) :*** 36 F. Une ménagère : 100 F. Josiane : 20 F. Yves ***(Michelin) :*** 40 F. Joël ***(Michelin) :*** 50 F. Cerisier M. : 50 F. Bernard ***(Michelin) :*** 163 F. P'tit Louis : 50 F. Christian ***(Michelin) :*** 30 F. Didier ***(Michelin) :*** 50 F. Gilbert ***(Michelin) :*** 50 F. Ouvrier ***(Michelin) :*** 20 F. **ANGERS :** P. Pillet : 100 F. Vincent : 100 F. I.D.E. ***(CHR) :*** 100 F. frangin : 100 F. **VIENNE (86) :** Simone Grenet : 500 F. Jawad : 50 F. **RENNES :** Evelyne : 100 F. Lolo : 200 F. Cécile : 50 F. Eddy : 100 F; **SAINT-NAZAIRE :** Yves, étudiant : 100 F. Vanda et Marcel : 50 F. Yves et Marie-Christine : 100 F. Jean-Yves Kermovan : 30 F. Jammet, pré-retraité : 50 F. **NANTES :** Gillardeau Yves M. : 50 F. Millet François : 50 F. Bonté Bruno : 50 F. Un maçon : 50 F. Gardair : 100 F. ***CHR Nancy :*** Christiane Nimsgern : 300 F. Yolande Blass : 200 F. Maryse Labarre : 200 F. Marie-Odile : 100 F. Nadine : 100 F. Marie-Paule : même s'il n'y a encore pas d'élus : 100 F. Bonne chance, Adolphe : 50 F. **MONTBELIARD :** Marie-Mathilde Mercier : 500 F. **MULHOUSE :** David Herman : 150 F. Le père d'une copine : 100 F. M. et J. : 150 F. **BESANÇON :** Retraités PTT : 150 F. Une instit. : 100 F. Joakim : 350 F. **BELFORT :** Un employé CGEE : 150 F. Haffner Jean-Charles : 150 F. Jardinier Florian : 100 F. Belpeer Janine : 100 F. Graouer Dominique : 50 F. Zwisler Geneviève : 200 F. René : 300 F. Marie-Hélène B. : 200 F. **REÇU AU JOURNAL :** Odette (Bagnolet) : 150 F. André (Maubeuge) : 100 F. Christiane (Nancy) : 100 F. Jean-Paul (La Celle Saint-Cloud) : 200 F. «Pour l'union des trotskystes», Lucien (Arcueil) : 500 F; Alain (Paris) : 100 F. André (Cangey-37) : 100 F. Emile (Dieulefit-26) : 50 F. Daniel, enseignant (Montgeron-91) : 200 F. **REGION PARISIENNE :** Lenormand : 200 F. Un postier : 50 F. Pierre : 50 F. C.D. : 1000 F. Pour que vive l'internationalisme, Y. : 1000 F. Jean et Lucie E. : 600 F. Flores : 50 F. Civera : 50 F. Deley : 50 F. Philippe, militant LO : 500 F. **LE MANS :** Jacques Renon : 30 F. Tony : 100 F. Youri : 100 F. Mickaël : 20 F. Béné : 50 F. Portebœuf : 163 F. Guesne : 30 F. Fort : 20 F. Levilain : 35 F. Benoit : 20 F. Boukili : 20 F. X : 12 F. **REGION PARISIENNE MALAKOFF :** Maradénes P. : 300 F. Dupré : 100 F. ***CRMA :*** Ribeiro : 50 F. Lopez : 10 F. ***PTT Paris 18 :*** Amiault Pascal : 50 F. Chantal : 40 F. Grelin Yves : 100 F. Jean-Claude Vrain : 500 F. Mme Bresson : 50 F. **ORSAY (91) :** Maire : 300 F. **REGION PARISIENNE :** Mme Blum : 100 F. Bon courage, Arlette : 10 F. Krasno : 100 F. M. Satet : 100 F. **LIMOGES :** Dumon Catherine : 300 F. Employée Sécurité sociale : 100 F. Sylvie, mère de famille : 100 F. Agricultrice : 100 F. **BOURGES,** ***Etablissements militaires :*** Un sympathisant : 200 F. Dominique : 50 F. Par sympathie : 100 F. Deffins Gaston : 30 F. Alain : 50 F. Yolande : 50 F. Monique : 100 F. Une sympathisante : 100 F. Une connaissance : 20 F. Claudine : 50 F. Une copine : 100 F. Bègue : 300 F. **NEVERS :** Pour une liste ouvrière : 200 F. Nicole : 50 F. **VIERZON :** Poussin Pierre : 150 F. Jean-Pierre : 30 F. Jean-Claude : 20 F. Bachelier Francis : 100 F. Jean-Claude PTT : 50 F. **ORLEANS :** Fabienne, étudiante : 300 F. Grosnier : 200 F. **LYON :** Surdel Annick et Bernard : 200 F. Pialla : 2 000 F. **HAUTE-SAVOIE :** Peillex : 100 F. Cros : 50 F. **LILLE :** Pour Arlette et Lutte Ouvrière : 1000 F. Meeting de Lille : 1250 F. **NORD :** Molinet : 50 F. Claude : 418 F. Djam : 500 F. **SAINT-ETIENNE :** Gérald et Josiane Saint-Peray (Ardèche) : 150 F. ***SNCF Saint-Pierre des Corps :*** Cabaret J.Y. : 50 F. Sornin Chantal : 1000 F. **SAINT-NAZAIRE :** The Polopis : 500 F. **NANTES :** Michel : 50 F. Catherine : 60 F. René, ***SNCF :*** 50 F. Pascal : 30 F. **STRASBOURG :** Grendelbach Nathalie : 20 F. Grendelbach Marlène : 40 F. Lamotte Françoise : 20 F. Wunderlich : 100 F. Etudiante : 300 F. Michèle et Frédéric Dolle : 500 F. Un camarade turc : 60 F. Erlenbach : 50 F. Bernard Alcaras : 500 F. Dutter Patrick, ouvrier : 250 F. Heim Jean-Claude : 50 F. Lamotte Carmen : 50 F. Dutter jacqueline : 25 F. Françoise et Maryvonne Di-Qual : 1000 F. **BELFORT :** Richard Nathalie : 50 F. Richard Mariane : 50 F. Une mère : 30 F. Barrado Carole : 50 F. ***Peugeot Sochaux :*** Régis, Carrosserie Sochaux : 500 F. Titi, Carrosserie Sochaux : 30 F. 9 ouvriers Carrosserie Sochaux, Montage châssis : 115 F. **MONTBELIARD :** Institutrice : 100 F.

Les bénéfices patronaux en 1988

PROFITS RECORDS, SALAIRES À LA TRAÎNE



***«L'année 1988 a été meilleure que les précédentes : la quasi totalité des entreprises françaises a fait des bénéfices, certaines battant tous les records»;* c'est ce que constate le numéro de juin de la revue *Science et Vie Economie,* qui s'est livrée à une petite enquête sur ce que les entreprises faisaient de ces fameux bénéfices.**

Les profits en France ont augmenté en 1988, encore plus que dans les autres pays européens : en moyenne 26% de plus en 1988 qu'en 1987 en France, contre 16% en Italie et en Grande-Bretagne et 14% en Allemagne fédérale. Il s'agit là bien sûr de moyennes, et de nombreuses grandes entreprises ont vu leurs profits progresser bien plus rapidement encore. Par exemple les bénéfices de Péchiney ont augmenté de 181%, ceux d'Elf Aquitaine de 73,5% (pour un chiffre d'affaires en baisse de 1% !), ceux de Leroy-Somer de 40%, ceux de Roussel-Uclaf de 59%, ceux de Rhône-Poulenc de 48%. Peugeot frise les 32% et Renault atteint les 141% d'augmentation, Valéo obtient 127% de plus et le record est détenu par Moulinex avec 1225% d'augmentation de ses bénéfices en un an.

Bref les entreprises sont à l'aise, très à l'aise même. Mais malgré cela peu d'entreprises ont l'intention de développer leurs investissements productifs, et celles qui investissent pour développer un peu leur capacité de production ne créent en général pas d'emplois.

L'exemple de Saint-Gobain est significatif. Saint-Gobain est classé parmi les rares entreprises dont les investissements productifs sont importants. Le groupe va construire une nouvelle usine dans l'Isère. Mais il va fermer parallèlement deux ou trois usines plus vieilles. Saint-Gobain, malgré des profits en hausse de 60%, n'hésite pas à annoncer un rythme de 700 suppressions d'emplois par an actuellement, rythme dont il se réjouit puisqu'il atteignait 3 à 4 000 les années passées !

Les entreprises investissent peu, elles ne créent pas d'emplois ; leur argent leur sert... à acheter d'autres entreprises, ce qui évidemment n'augmente pas la production ni ne crée d'emplois, et bien souvent même aboutit à des réductions d'effectifs. Pour en racheter d'autres, certaines entreprises n'hésitent pas à s'endetter par milliards (de francs) et à consacrer ensuite une part importante de leurs revenus à payer les intérêts de leurs dettes, argent qui serait évidemment mieux dans la poche des travailleurs. Pernod Ricard par exemple, dont l'endettement a brutalement atteint 5 milliards de francs, explique sereinement que ce n'est pas énorme : c'est ce que l'entreprise peut mettre de côté en 5 ans ; et *«de toute façon,* ajoute Pernod Ricard, *nous pouvons toujours trouver des moyens d'augmenter nos liquidités...»,* et de citer deux ou trois exemples... parmi d'autres.

C'est dire que si les travailleurs exigeaient pour de bon des augmentations substantielles de salaires, les entreprises auraient largement les moyens de payer sans aucune difficulté. Mais évidemment les patrons n'ont aucunement l'intention d'augmenter les salaires de leur plein gré. Sous un prétexte ou sous un autre, les 20 patrons interrogés par *Science et Vie* ont annoncé leur intention de ne pas augmenter les salaires, à l'exception d'un seul, Leroy-Somer, qui envisage de donner généreusement 1% de plus que l'inflation !

Il est plus que temps que les travailleurs se donnent les moyens de les faire changer d'avis...

Dominique CHABLIS

CONSENSUS POUR PROTÉGER LES LICENCIEURS

J.-P. Soisson a fait voter sa loi sur les licenciements économiques. Elle gênera tellement peu les patrons licenciceurs que la droite s'est abstenue et que même Philippe Seguin, lui qui en tant que ministre de Chirac avait supprimé l'autorisation préalable pour ouvrir encore plus les vannes des licenciements, a voté lui aussi avec les députés socialistes.

Quant à ceux-ci, s'ils avaient parlé de déposer un amendement pour interdire aux entreprises ayant recours aux licenciements économiques de recruter un travailleur temporaire dans les 12 mois suivants, ils se sont empressés de le retirer pour ne pas faire de peine à Soisson.

Reste à nous, travailleurs, à nous faire craindre des patrons licencieurs.

ÇA CADRE MAL AVEC LA CRISE

Les salaires des cadres se portent bien. C'est le périodique *l'Expansion* qui le dit, précisant que leur salaire brut aura progressé de 33% par rapport à celui des ouvriers et des fonctionnaires de 1984 à fin 1989. Et les cadres dirigeants sont encore mieux lotis, ayant vu leur rémunération exploser grâce aux résultats de l'intéressement.

Ce sont ces gens-là qui ont pour tâche – difficile il est vrai – de nous expliquer que, si notre niveau de vie cessait de baisser, ça flanquerait l'économie par terre. Toute peine mérite salaire.

CERCLE VICIEUX

France-Loto est une entreprise qui se porte bien : en 1989, les mises des joueurs et des parieurs devraient dépasser 20 milliards. Et l'Etat qui prélevait jusque-là 5 milliards, devra en percevoir 6,3 pour l'année en cours. Sans compter les dividendes qu'il touchera en tant que principal actionnaire, sur les bénéfices de la société.

Ca sera toujours ça de plus dans ses caisses. L'Etat pourra ainsi les ouvrir encore plus généreusement aux patrons pour que ceux-ci fabriquent encore plus de chômeurs et de bas salaires. Ce qui amènera encore plus de joueurs qui, espérant gagner le gros lot, donneront encore plus d'argent à l'Etat.

Et si on jouait à autre chose, en s'organisant ensemble pour gagner plus ? On serait sûrement moins perdant.

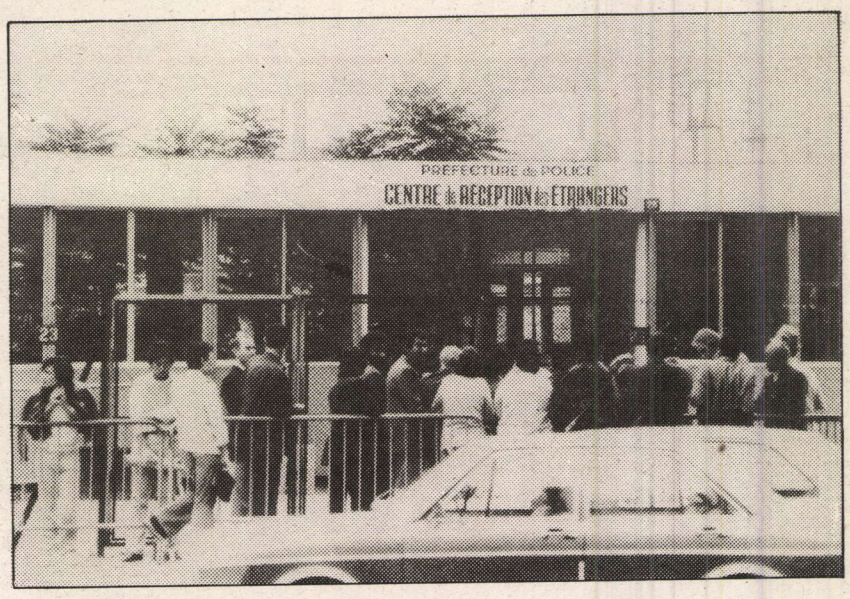
DES CHIFFRES QUI PARLENT

Au mois d'avril, les chiffres officiels disent que le chômage a augmenté de 0,5%. Curieusement pour le même mois d'avril, le nombre des chômeurs indemnisés a baissé de 0,8% selon l'UNEDIC.

Ça fait du travail en perspective... pour les «restos du cœur» et on n'a pas fini de lancer des S.O.S. pour tous ceux qui vivent en dessous du seuil de la pauvreté, eux qui seraient déjà deux millions en France.

Ah, elle avance «l'Europe sociale», mais à reculons !

LA LOI PASQUA ÉGRATIGNÉE MAIS PAS ABROGÉE



A peine Louis Joxe, ministre socialiste de l'Intérieur, a-t-il présenté à l'Assemblée nationale son projet de loi révisant la loi Pasqua sur «les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France» que tous les députés de droite se sont jetés sur le texte comme des chiens sur un os.

En cette période électorale et quelle que soit l'issue de cette affaire, ils ont trouvé là une magnifique occasion de déclarer la guerre au gouvernement socialiste, de surcroît avec une belle unanimité retrouvée... le temps au moins de défendre une motion de censure.

Pourtant, le projet du gouvernement est extrêmement timoré quant aux retouches qu'il envisage de porter à la loi Pasqua. Joxe lui-même, en le présentant, devait souligner sa pondération qui laisse intact l'essentiel des dispositions antérieures et vise seulement à concilier, a-t-il dit, *«les impératifs d'humanité et de rigueur qui doivent caractériser toute législation sur les étrangers»*. En fait, le projet se contente de proposer de placer les expulsions sous contrôle judiciaire (et non plus seulement sous contrôle administratif), de porter le délai de péremption de la carte de séjour en cas d'absence du territoire d'un à trois ans, et autres améliorations modestes du sort réservé aux immigrés déclarés. Certes, ce serait mieux que rien même si cela obéit à des préoccupations moins humanitaires, comme dit Joxe. Il faut bien en effet que les socialistes aient quelque chose entre les mains de présentable vis-à-vis de leur propre base, anti-raciste, parfois d'origine émigrée, pour ne pas la désespérer.

Mais il ne faut pas non plus abandonner tout opportunisme électoral en prenant une mesure radicale. Malgré la prudence avec laquelle le gouvernement se proposait d'ébrécher la loi Pasqua et surtout pas de l'abroger, il n'a pas manqué de provoquer une joyeuse levée de boucliers de la part de la droite qui, elle, a besoin d'aller racler des voix dans les champs de Le Pen, et vient pour ce faire de trouver une occasion en or de s'en prendre en même temps aux socialistes et aux immigrés.

Ainsi, avant même l'annonce du dépôt de la motion de censure, on a vu le RPR Pierre Mazeaud monter à l'attaque par le dépôt de quelque 260 amendements... rapidement rejoint par son compère Jacques Toubon qui diagnostiquait chez l'ennemi Joxe le *«syndrome de Caligula»* ! A l'UDF, le ministre de la Justice était désigné comme l'un *«de ceux qui auront fait perdre son identité judéo-chrétienne à la France»*... Les arguments racistes venaient tout naturellement aux lèvres de tous ces gens-là. Simone Veil, pas en reste, trouvait le projet *«tout à fait inopportun»* et Chirac se ralliait à la perspective de la censure du gouvernement.

Bref, à droite, l'opposition du RPR, de l'UDF, de l'UDC, poursuit ses rivalités électorales en se servant du sort des immigrés. Quant à ce qu'il en est réellement de la condition de ces derniers, voilà qui importe peu à tous ces politiciens, qu'ils portent une étiquette de gauche ou de droite.

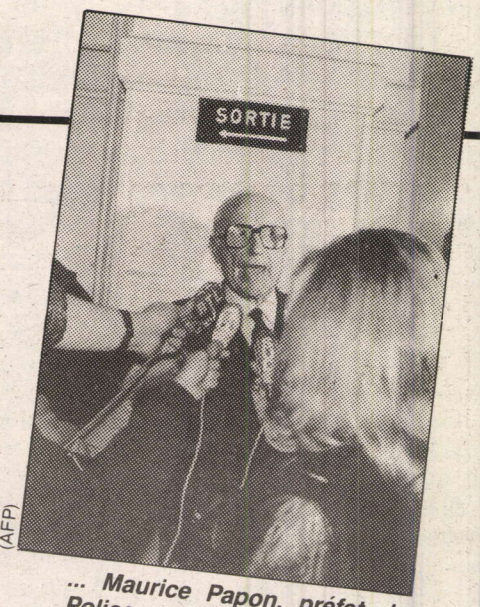
Lucienne PLAIN

Touvier en cellule, et les autres ?

L'arrestation spectaculaire, pour ne pas dire orchestrée, de Paul Touvier dans un couvent intégriste de Nice a fait remonter à la surface quelques aspects enfouis d'une affaire peu ragoûtante.

(AFP)

Touvier n'était pas un spécimen unique...



(AFP)

... Maurice Papon, préfet de Police en 1962, puis plusieurs fois ministre, en est la preuve.

On apprend par exemple que ce sinistre individu avait déjà été arrêté en 1947, par hasard avait-on dit à l'époque, et qu'il avait réussi à s'évader des locaux de la Sûreté quelques jours plus tard, sans doute là encore par hasard. Avec la complicité des services spéciaux de la police ? En échange de quelque chose ? Parce qu'il y avait des complicités d'idées au sein de la police ? Ce sont des questions qui se posent même s'il ne faut guère s'attendre à des réponses. Constatons qu'il y a sûrement eu, à l'époque, des policiers au grand cœur qui ont su appliquer à rebours les règles de l'hospitalité qu'invoquent aujourd'hui certains membres de l'Eglise pour se justifier d'avoir accueilli Touvier.

Ce Monsieur Paul a décidément eu beaucoup de chance de n'avoir rencontré durant ses quarante-cinq ans de cavale que des âmes charitables. Même Pompidou, président de la République, avait signé sa grâce en 1971 sur la base d'un rapport de Pierre Arpaillange, alors directeur des affaires criminelles et actuel garde des Sceaux.

On peut mettre tout cela au compte d'une succession de miracles. Mais les mécréants penseront plutôt que les policiers n'ont pas reçu une soudaine révélation. Car on fera difficilement croire que les services de police étaient dans l'ignorance des différents endroits où a séjourné l'ancien responsable de la Milice lyonnaise depuis 1947. D'ailleurs *Le Journal du Dimanche* citait un ancien responsable de cette police qui expliquait qu'elle avait toujours su où se trouvait Touvier. Et tout comme sa fuite en 1947 avait, sans doute, été organisée, le moment de son arrestation a été choisi. Est-ce pour faire bien dans le tableau de chasse du gouvernement ? Est-ce une des manifestations de la guerre des polices ? Les deux à la fois, peut-être...

Qu'une crapule comme Touvier soit «tombée» et qu'il soit, de ce fait, transféré d'une cellule monacale à celle d'une Centrale ne mérite pas la moindre compassion. Mais il ne faudrait pas oublier que Touvier n'était pas un spécimen unique. Pendant la guerre, il y en avait des milliers comme lui.

C'étaient des exécutants, mais aussi des responsables : préfets, juges, directeurs de prisons, chefs dans la police. Tous n'ont pas été poursuivis, ni même destitués après la guerre. Bien au contraire, la plupart ont pu continuer une carrière sans embûche. Certains, tel Maurice Papon qui fut préfet de Police en 1962, au moment du massacre de Charonne et ministre du Budget dans un gouvernement présidé par Barre, en 1978, connurent une brillante promotion. C'est ce que l'on appelle la continuité de l'Etat.

Une crapule peut en cacher des milliers d'autres.

J.-P. VIAL

CHINE

LE REFLUX DU MOUVEMENT ÉTUDIANT ?

Les dernières péripéties en date de la lutte entre les factions rivales qui divisent les sommets de l'appareil dirigeant en Chine donnent gagnants Li Peng, et derrière lui Deng Xiao-ping, qui auraient rallié à eux les principaux chefs d'une armée jusque-là attentiste. Le secrétaire général du PC, Zhao Ziyang, qui s'était créé une image de dirigeant ouvert, sinon libéral, aurait été éliminé. Cela signifie-t-il que la crise politique qui, dans les coulisses, secoue la direction chinoise depuis quelques semaines est désormais terminée, que le problème de la succession de Deng Xiao-ping est réglé en son sein ? Nul ne peut le dire, et des rebondissements sont peut-être encore possibles à ce niveau.

La mobilisation étudiante, de son côté, semble, depuis que les choses ont l'air d'évoluer vers un réglement au sommet, donner des signes d'essoufflement, si on en croit les reportages de la presse française.

Gamma

Ce reflux est-il durable ou seulement momentané, c'est ce que l'avenir dira. Si en l'espace de quelques jours un mouvement ayant entraîné, pendant plusieurs semaines, des centaines de milliers de jeunes enthousiastes, et ayant apparemment le vent en poupe auprès de la population de la capitale, pourrait être effectivement stoppé de cette manière, cela signifierait sans doute qu'il était moins profond qu'on pouvait le penser.

Les étudiants actifs, grévistes de la faim et leurs supporters, ont-ils fini par se décourager ? Ils n'ont bénéficié d'aucune ouverture de la part des autorités, au contraire même, les derniers développements semblent leur en enlever l'espoir. En outre, leur mouvement est resté pour l'essentiel limité à Pékin. Il n'a pas atteint dans les mêmes proportions, pour autant qu'on le sache, les autres grandes villes.

A Pékin, les étudiants semblent avoir bénéficié d'une sympathie, et même d'un soutien qui est allé au-delà de leurs propres rangs, surtout à partir de leur grève de la faim : les témoignages sont en tout cas unanimes sur ce point. Mais si des travailleurs ont bougé, si des tentatives même d'organiser un «syndicat libre» à l'imitation de Solidarnosc en Pologne ont été signalées (trois de ses dirigeants viendraient d'être arrêtés), il ne semble pas que la classe ouvrière soit venue relayer la mobilisation étudiante par sa propre mobilisation, et notamment pas dans la grande ville ouvrière de Shanghaï.

Que, dans ces conditions, l'agitation étudiante, privée de perspectives, vienne à retomber, au niveau de la masse de ses participants, cela n'aurait rien de vraiment surprenant.

Cependant, il reste une question que l'on peut se poser : la lutte des clans rivaux au sein des sommets dirigeants chinois, aiguisée dans la perspective de la succession à Deng Xiao-ping, a-t-elle été étrangère au déclenchement de cette mobilisation elle-même ?

Sans aucun doute les étudiants chinois ont, par eux-mêmes, de sérieux motifs d'être insatisfaits, dans ce pays pauvre et ce régime de dictature, et d'aspirer à un régime plus démocratique et moins corrompu. Ce n'est pas la première fois qu'ils manifestent dans ce sens. Mais on ne peut pas exclure que, sur cette base bien réelle, l'une des factions engagées dans la lutte pour le pouvoir, ait entrepris d'utiliser le moyen de pression des manifestations de rue, pour s'imposer à sa ou ses rivales. Ce ne serait pas une nouveauté en Chine.

On peut à cet égard s'interroger sur le caractère absolument spontané du soutien populaire aux étudiants. On sait à quel point la dictature encadre la population. Or, la presse a rapporté une série d'exemples montrant certains secteurs au moins de l'appareil du Parti (dirigé par Zhao Ziyang) soutenant ouvertement le mouvement étudiant. Des écoles avec leurs institutrices, des unités de travail en entier, avec une partie de leur encadrement, ont manifesté, y compris l'Ecole centrale qui forme les cadres du Parti, ainsi que semble-t-il certains organismes syndicaux officiels.

Il est certain que les dirigeants politiques chinois ont de l'expérience en matière de manipulation des masses. Même si ce n'est pas une partie d'entre eux qui aurait en quelque sorte téléguidé le mouvement (d'ailleurs, même dans cette hypothèse, celui-ci pourrait avoir pris une ampleur inattendue pour ses cadres et ses initiateurs), ils peuvent l'avoir favorisé et, en tout cas avoir au moins œuvré à l'exploiter pour éliminer leurs rivaux... et avoir perdu la partie...

Quoi qu'il en soit, et s'il se confirme que le mouvement se résorbe et reste pour le moment sans suite c'est l'armée qui sort de la crise en arbitre, ou plus exactement la hiérarchie militaire. C'est sur elle que repose de manière décisive la dictature chinoise.

Mais s'il est impossible de savoir à quel point ce printemps des étudiants de Pékin a pu trouver un écho dans cet immense pays, ne serait-ce que dans ses grands centres, auprès des classes populaires, on peut espérer que les germes de la contestation n'auront pas été semés en vain.

Christiane LE GUERN

L'URS

Le Congrès des députés d qui s'est ouvert jeudi 25 mai semble marquer un tournan système politique de l'Unio soviétique. Si l'on en croit l comptes-rendus des corre occidentaux en place, il se passionnément par la pop Cette assemblée de 2250 récemment par l'ensemb population d'URSS n'a p elle-même pour tâche es d'élire les deux chambre le Soviet suprême. C'es suprême qui est l'asse législative permanente celle-là qui fait, théori lois.

Mais c'est que les réformes gorbatchéviennes qui ont permis des élections, sinon libres du moins beaucoup plus libres, dans bon nombre de régions, sinon dans toute l'Union soviétique, ont changé la nature de ce Congrès pour la première fois depuis plus de cinquante ans qu'il fut instauré par la constitution stalinienne. L'élection d'une minorité de députés, opposants ou contestataires, réformateurs de différentes nuances ou nationalistes de différentes obédiences, a transformé cette assemblée. D'une assemblée d'élus désignés en fait par en haut et

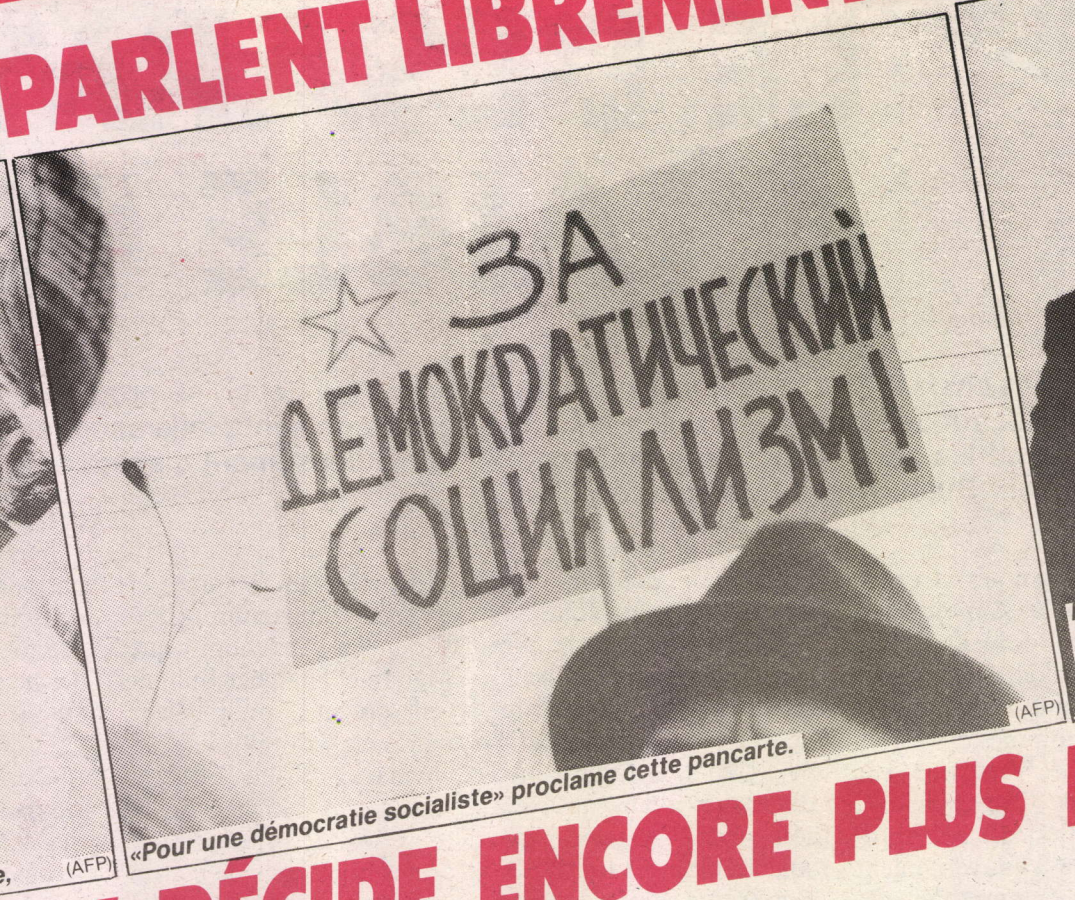
PORTUGAL

GRANDEUR ET MISÈRE D'UN BONAPARTE

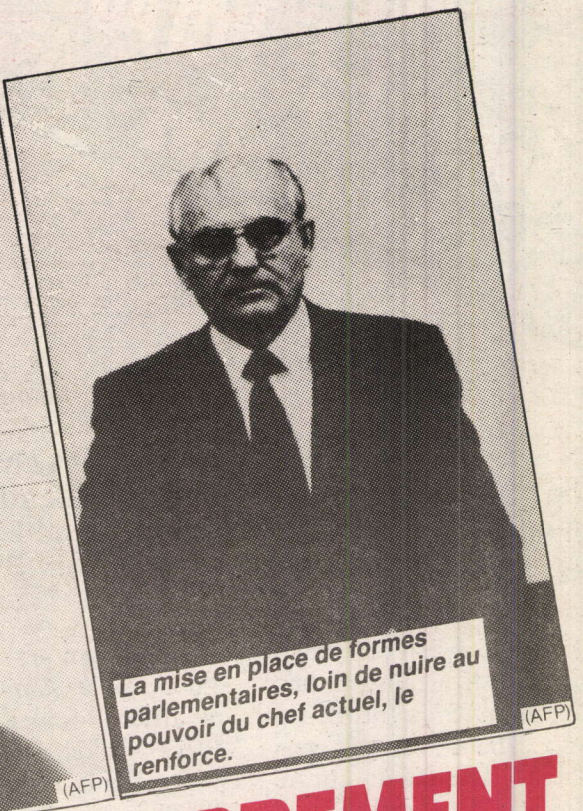
SUR LA VOIE PARLEMENTAIRE ?

LES DÉPUTÉS PARLENT LIBREMENT...

Pendant la récente campagne électorale, (AFP)



«Pour une démocratie socialiste» proclame cette pancarte. (AFP)



La mise en place de formes parlementaires, loin de nuire au pouvoir du chef actuel, le renforce. (AFP)

... ET GORBATCHEV DÉCIDE ENCORE PLUS LIBREMENT

réunis pour enregistrer les décisions prises ailleurs, donc sans surprises et sans intérêt, elle en a fait une réunion qui débat, entend poser des questions taboues jusqu'ici, une réunion donc vivante dans laquelle les Soviétiques peuvent trouver le reflet d'une partie de leurs préoccupations, de leurs revendications et de leurs aspirations.

Le Congrès des députés débat et parle. Après soixante ans au moins durant lesquels les assemblées soi-disant souveraines étaient condamnées à répéter les seuls propos officiels, c'est-à-dire à pire qu'au silence, c'est un changement considérable, presqu'une sorte de révolution. Pourtant, le droit de parler n'est pas celui de décider. Il s'en faut encore de loin, semble-t-il.

Depuis quelques années, Gorbatchev s'est installé au pouvoir et il gouverne en s'appuyant tantôt sur les forces réformatrices tantôt sur les forces conservatrices et en jouant des unes contre les autres. Il se sert des réformateurs, auxquels il a ouvert le champ et la possibilité de se faire entendre, pour épurer les conservateurs et les tirer dans la direction des transformations qu'il juge nécessaires, il se sert des conservateurs pour tenir les réformateurs en bride et les empêcher de franchir autrement qu'en parole les limites tracées par lui.

C'est exactement le même jeu qui semble s'être poursuivi au Congrès des députés du peuple. L'affaire Eltsine, une de plus, en est une bonne illustration après l'élection de Gorbatchev comme président de l'Union et chef de l'Etat.

Certains réformateurs auraient voulu qu'il y ait possibilité de présenter d'autres candidatures contre la sienne et aussi que le candidat dise ses intentions et son programme avant le vote. Gorbatchev a imposé d'emblée son élection, sans alternative et sans explication, histoire sans doute de rappeler à tout le monde qui est le maître. Les conservateurs, retrouvant sans doute là les procédures familières, se sentirent alors le vent en poupe pour faire barrage à Eltsine, l'ancien bureaucrate en chef de Moscou devenu l'homme phare des réformateurs, pour l'élection au Soviet suprême.

Deux jours plus tard un artifice de procédure était trouvé, un obscur élu de Sibérie démissionnait et, avec la bénédiction publique de Gorbatchev, Eltsine était proclamé élu au Soviet suprême !

Certes il est possible que le Congrès s'emmêle un peu dans les procédures de la démocratie auxquelles il n'est pas habitué, c'est le moins qu'on puisse en dire. Il est possible que l'éviction première d'Eltsine ait été manigancée à l'insu de Gorbatchev ou au contraire avec son approbation afin de donner un avertissement aux réformateurs qui ne se montraient pas assez respectueux. Quoi qu'il en soit le résultat est là : Gorbatchev impose aux conservateurs la présence d'un homme dont ils ne voulaient pas, mais si le chef de file des réformateurs est admis au Soviet suprême c'est uniquement grâce au bon vouloir de Gorbatchev.

La mise en place de formes parlementaires, loin de nuire au pouvoir du chef actuel, le renforce en mettant en lumière sa situation de Bonaparte au-dessus des clans et des partis. En tout cas jusqu'ici, car évidemment un dérapage ou un développement incontrôlé est toujours possible surtout dans un pays complètement déshabitué de ces formes parlementaires (qui ne les a jamais connues en fait) qui suscitent donc espoirs et illusions dans une partie de la population.

Pourtant, sans doute, ce que la population a à apprendre au fur et à mesure que le système ira vers des formes parlementaires du type occidental, c'est que le système parlementaire justement, avec ses élections libres peut-être mais son absence de contrôle sur les élus et la séparation qu'il installe avec le peuple et ses représentants, est loin, très loin d'être démocratique. Et le fait qu'en URSS le Parlement puisse s'appeler Soviet ne le rapprochera pas du système des conseils sous le contrôle de la population, les soviets justement, ce système qu'avait tenté la révolution de 1917 et qui fut malgré ses avatars ultérieurs l'un des plus démocratiques que l'histoire ait connu jusqu'ici.

Jacques MORAND

Otelo de Carvalho de la «Révolution des œillets» à la prison

Otelo de Carvalho, l'un des dirigeants de la révolution du 25 avril 1974 au Portugal et du «Mouvement des Forces Armées» qui en fut l'initiateur, est sorti de prison le 19 mai dernier. Il est toujours accusé de complicité avec les FP-25, une organisation terroriste qui se présentait comme la fraction armée du Front d'Unité Populaire, fondé par Otelo dans la foulée des élections présidentielles de 1976. 27 militants viennent d'être libérés avec lui. Mais 18 restent en prison.

Tous sont accusés d'avoir appartenu aux FP-25 et d'avoir organisé des attaques de banques. En fait l'accusation est pleine de contradictions et manque totalement de preuves. Les protestations d'Amnesty International et même du Parlement européen ont finalement forcé la justice et le gouvernement portugais à sortir de cette impasse en déclarant que les accusés ayant fait plus de trois ans de prison préventive devaient être libérés sur le champ.

Les seuls à critiquer cette décision sont les policiers de la brigade anti-banditisme. Selon l'un d'eux : *«Les volontés politiques ont fini par mettre en cause une norme légale de 60 ans d'existence qui justifia l'emprisonnement de milliers de condamnés»*. Ce sont ces nostalgiques du salazarisme qui ont monté l'affaire de toutes pièces et qui ont alors fourni à la justice et au gouvernement l'occasion de faire un exemple.

La police de la République portugaise n'a donc rien à envier à celle de la dictature défunte. Et si l'armée a pu, durant quelques mois après le 25 avril, connaître une certaine effervescence, la police, elle, a traversé cette période en préservant l'une des institutions les plus pourries de la dictature.

Et c'est d'ailleurs pour affirmer leur solidarité face à la répression policière que des centaines de militants de gauche et d'extrême-gauche se retrouvaient lors d'une veillée, chaque 25 avril, près de la prison où se trouvait enfermé Otelo de Carvalho.

Mais ces attaques de la part de la police ne font pas d'Otelo de Carvalho un dirigeant révolutionnaire. Otelo fut l'un de ces capitaines du MFA qui renversa la dictature militaire qui enserrait le Portugal et la bourgeoisie portugaise dans des structures archaïques.

Ayant pris le pouvoir en un jour, bénéficiant d'un formidable soutien populaire, ces capitaines crurent que leur tâche était de faire évoluer autoritairement la bourgeoisie portugaise, en s'appuyant sur des nationalisations, une réforme agraire, en n'hésitant pas à faire pression sur les partis afin de les entraîner dans la politique qu'ils avaient choisie. Et c'est Otelo qui incarna le plus cette perspective.

Mais cette politique ainsi que l'effervescence et l'éveil à la conscience politique des soldats du rang allaient provoquer une série de troubles et conduire l'armée au bord même de la désintégration, cela en pleine vague de revendications et de mobilisations populaires. En effet, l'état-major se rendit compte qu'il fallait imposer le retour de l'armée dans les casernes, hors de toute influence de la population.

Cette remise au pas des soldats commença le 25 novembre 1975 par la répression de la rebellion des parachutistes de Tancos qui protestaient contre la mise à l'écart d'Otelo. Ce fameux 25 novembre, Otelo se garda bien d'intervenir : plus qu'à sa carrière politique, il *«croyait dans la discipline et la hiérarchie de l'armée»* comme il le confie dans ses mémoires parues l'an dernier.

Otelo était sans doute prêt à jouer un rôle de Bonaparte, mais pas contre l'avis de l'état-major et de la bourgeoisie portugaise.

Aujourd'hui, la presse présente Otelo comme un homme vaincu, n'aspirant qu'à une retraite paisible et c'est peut-être d'ailleurs ce qu'Otelo lui-même ressent. Cependant le militaire reste fidèle à sa politique. A sa sortie de prison, ne confiait-il pas aux journalistes : *«Les partis politiques ne sont pas essentiels à la démocratie !»*. Il lui reste toujours le prestige de son rôle passé et d'homme injustement persécuté.

Et peut-être, si le besoin s'en fait sentir, la bourgeoisie portugaise saura-t-elle un jour le faire sortir de l'ombre...

Sommet de l'OTAN à Bruxelles

LE DÉSARMEMENT A FAIBLE PORTÉE

Après la réunion au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OTAN (pacte de défense de l'Atlantique Nord), à Bruxelles, tout le monde serait paraît-il content parmi les participants, à la suite des propositions du président américain Bush. Après la prédiction d'un orage qui devait se produire entre alliés, plus particulièrement entre gouvernements allemand et américain, tous les nuages auraient miraculeusement disparu et le ciel serait redevenu serein.

Car le président américain Bush a réussi à faire l'unanimité en proposant son «plan de désarmement». Faisant un contre-feu aux exigences allemandes, il a proposé de réduire d'abord les forces dites conventionnelles, c'est-à-dire les effectifs des troupes présentes en Europe, et les armes «classiques» comme les chars, les hélicoptères, les avions..., avant de rediscuter de la réduction des missiles nucléaires à courte portée.

Il propose, par exemple, de ramener simultanément les forces de l'OTAN et celles du Pacte de Varsovie stationnées en Europe, à 275 000 hommes. Ce qui amènerait les Américains à rapatrier de 30 000 à 40 0000 soldats, en contrepartie d'une réduction de 325 000 hommes des forces du Pacte de Varsovie... Par la voix de Chevardnadzé, ministre des Affaires étrangères, le gouvernement russe a apprécié cela comme *«un pas sérieux et important dans une bonne direction»*. Il est vrai que Gorbatchev avait lui-même déjà annoncé unilatéralement, à la mi-mai, le retrait d'un nombre important de chars des forces du Pacte de Varsovie, et que les dirigeants de l'URSS ont fait de nombreux gestes unilatéraux pour montrer leur désir d'approfondir la «détente» et de réduire leurs dépenses d'armements. Malgré cette «bonne volonté» des dirigeants de l'URSS, il faudra bien du temps avant que cela soit réalisé, et donc que soient entamées les discussions sur les armes nucléaires à courte portée.

Cet armement stationné sur le sol allemand, l'était sous la justification invoquée par les gouvernements occidentaux jusque-là, que cette force nucléaire était le seul moyen de stopper une offensive éventuelle venant des forces du Pacte de Varsovie bien supérieures en hommes et en armes conventionnelles. C'est en ce nom que Madame Thatcher militait ardemment pour leur maintien, s'opposant au chancelier Kohl. Elle est satisfaite par le plan Bush, puisque le principe des armes nucléaires de courte portée sur le territoire allemand n'est pas remis en cause dans son principe, même si les modalités doivent en être rediscutées.

Mitterrand qui se bat pour que l'on ne touche pas à l'armement français – et aux milliards que cela permet à l'Etat de distribuer à ses «marchands de canons» nationaux – lui aussi est satisfait, puisqu'on ne tiendra toujours pas compte ni des fusées françaises, ni des avions français.

Quant à Kohl, malgré la surenchère de son ministre des Affaires étrangères, il a semblé se contenter d'une promesse de discussion ultérieure sur les missiles à courte portée, discussion qui ne pourra se dérouler qu'après qu'ait été constatée la réalisation pratique de réduction des forces conventionnelles. Le chef du gouvernement allemand s'est donc satisfait d'avoir fourni les forceps à l'accouchement du plan Bush et à la politique américaine.

Nul doute que les plus satisfaits de ce psychodrame avorté, ce soient les fabricants des nouveaux missiles pour lesquels les crédits du gouvernement américain vont s'ouvrir plus largement. Bush leur a donné le feu vert pour la fabrication, même si leur installation en Allemagne doit être rediscutée d'ici un délai imprévisible. Eux ont vraiment remporté la bataille de Bruxelles, même s'ils n'ont pas encore gagné toute la guerre.

Louis GUILBERT

Gamma

40e sommet de l'OTAN : l'orage n'a pas eu lieu.

(AFP)

Il y a six mois, Gorbatchev exposait à Reagan et Bush ses projets de désarmement.

• Divergence USA-RFA

POUR QUELQUES VOIX DE PLUS... OU

Au travers de la préparation du sommet de Bruxelles, les positions de l'Allemagne et de son gouvernement actuel sont apparues comme s'opposant à celles du gouvernement américain, même si un compromis a finalement été trouvé au sein de l'OTAN. Jusque-là, les gouvernements allemands, ceux dominés par les Chrétiens Démocrates en tout cas, n'avaient guère affiché de désaccords avec les positions américaines en ce qui concerne les problèmes d'armement en Europe.

Parmi les explications de ce revirement données par la presse, figurent en bonne place celles tournant autour de justifications électorales : la population allemande est travaillée par le pacifisme et ne voit plus l'URSS de Gorbatchev comme une menace justifiant le surarmement de son territoire à ses risques et périls. Elle est travaillée par le nationalisme, et elle supporte de moins en moins, plus de 40 ans après la guerre, alors qu'elle est devenue une des principales puissances économiques, la tutelle militaire des «Alliés» en particulier celle qui est la plus voyante, celle des Etats-Unis.

Les partis de la coalition au pouvoir, Chrétiens Démocrates et Libéraux, ne veulent pas laisser aux partis d'opposition, «verts» et «sociaux-démocrates», le monopole de ces sentiments, d'autant moins que l'usure du pouvoir, concentrant sur eux les mécontentements, a montré lors des dernières consultations électorales régionales, que leurs positions étaient sérieusement menacées pour les élections à venir en décembre 1990, et qu'ils pourraient bien, à l'issue de celles-ci, être remplacés au gouvernement par une coalition des «verts» et des «sociaux-démocrates». Et comme le Parti Libéral, dont les scores sont en chute, risquant de passer au-dessous de la barre des 5% – minimum légal pour avoir une représentation parlementaire selon la loi allemande – est menacé de marginalisation, il fait de la surenchère sur le terrain du pacifisme et du nationalisme, essayant y compris de récupérer des voix sur son partenaire chrétien-démocrate. Genscher, actuel ministre des Affaires étrangères de la coalition, et membre du Parti Libéral, s'en est même fait une spécialité.

Mais s'il est vrai que ces calculs électoralistes prêtés aux actuels partis qui gouvernent, pourraient donner une explication de leurs choix sur les questions d'armement, il peut aussi y avoir bien d'autres explications.

L'Allemagne, du fait de sa défaite lors de la Deuxième Guerre mondiale, est contrainte d'accepter sur son territoire un armement, nucléaire et conventionnel, sur lequel elle n'a aucun contrôle. Cela signifie que l'armement échappe aussi pour la plus grande partie à son activité économique, et que, contrairement à la France par exemple, les profits faits dans ce secteur ne retombent que pour une toute petite partie dans l'escarcelle de la bourgeoisie allemande et restent le quasi-monopole du capital américain. Que des politiciens allemands, classés à droite ou pas, cherchent à modifier les règles avec les moyens qui leur tombent sous la main, n'aurait rien d'étonnant.

• UNE PROTECTION PAS RASSURANTE

Avant le sommet, le gouvernement d'outre-Rhin, par la voix du chancelier Kohl et de son ministre des Affaires étrangères Genscher, avait fait savoir son opposition au renouvellement et à la modernisation des missiles nucléaires à courte portée disposés sur le sol allemand. Une «défense» qui est de plus en plus mal vue de la population allemande elle-même, et on comprend pourquoi. *«Plus courte est la portée, plus morts sont les Allemands»*, est selon la presse, un slogan qui fait des ravages dans l'opinion allemande.

Celle-ci s'émeut des projets de renouvellement des armes nucléaires à courte portée. D'autant qu'il ne s'agirait pas d'un simple remplacement, mais d'un renforcement de ce type d'armes, faisant paradoxalement suite aux accords de 1987 entre Reagan et Gorbatchev, de démantèlement des armes nucléaires de moyenne portée (de 500 à 5 000 km).

Actuellement, les missiles «Lance» qui sont sur le territoire de l'Allemagne de l'Ouest sont au nombre de 88 et ont une portée de 120 km. Ils doivent être remplacés car ils seront considérés comme hors d'usage à partir de 1995... Les Américains ont un projet qu'ils veulent lancer en fabrication dès maintenant. Il s'agit d'un nouveau missile pouvant porter à une distance juste inférieure à 500 km (échappant donc à la réglementation des fusées à moyenne portée), plus précis en ce qui concerne l'impact que l'ancien vecteur, et dont le lanceur serait plus rapide à recharger que celui de l'actuel dispositif. Désarmement oblige...

QUELQUES MILLIARDS ?

D'autre part, l'Allemagne de l'Ouest est le pays du camp occidental, qui a réussi à profiter le plus de la «détente» en accroissant ses liens économiques avec les pays de l'Est. Elle mène une politique pour conquérir des marchés nouveaux et placer plus de capitaux, aussi bien en URSS qu'en Pologne ou en Hongrie. Gorbatchev doit se rendre à Bonn, la capitale de la RFA, le mois prochain, et le chancelier Kohl doit se rendre à Varsovie du 18 au 22 juillet. L'URSS veut acheter des usines pour moderniser sa distribution alimentaire et son industrie légère, et les banques allemandes sont déjà parmi les premiers créditeurs des pays de «démocratie populaire». Des contacts s'établissent à tous les niveaux entre industriels et banquiers allemands et responsables économiques russes.

Il y a pour la bourgeoisie allemande une politique à mener vis-à-vis des pays de l'Est et de l'URSS, qui, si elle ne diverge pas fondamentalement de celle de l'ensemble des pays occidentaux, peut lui permettre de prendre une position plus avancée.

Et cette «pénétration vers l'Est», qui aux originés mêmes de la bourgeoisie allemande avait déjà contribué à son développement économique, apparaît comme un objectif non moins motivant que les perspectives électorales.

La «détente» n'est pas qu'une simple affaire militaire ou de politique «politicienne», elle a aussi des implications sonnantes et trébuchantes.

L. G.

dans les entreprises

Lajous-Industrie (Compiègne-Oise)

GRÈVE POUR 500 F POUR TOUS

Depuis mardi 30 mai à 13 h 30, les travailleurs de Lajous-Industrie à Compiègne sont en grève pour 500 F uniformes pour tous, à l'initiative et avec le soutien de la CGT. Ce qui a mis le feu aux poudres, c'est l'inconscience de la direction qui a cru faire un royal cadeau en avançant les 1,5 % d'augmentation prévue pour le mois de juin au mois de mai : 90 F en brut, soit 70 F en net ! La proposition a été prise comme un affront. La direction sait depuis déjà un bout de temps que l'écrasante majorité des travailleurs, avec la CGT, revendique au moins 500 F mensuels pour tous. Et l'aumône lâchée face à la revendication a fait déborder le vase. Sans compter que les profits importants de Lajous sont connus. Lajous maintenant va probablement devoir payer, sans compter que la direction n'a pas beaucoup de stocks et que ses clients sont impatients.

Lajous-Industrie est une plus que juteuse affaire, créée en 1931, dont Peugeot-Japy est le principal actionnaire depuis 1987. L'entreprise fabrique des pièces mécaniques : pièces de moteur, boîtes de vitesses, disques de tambours de freins, pour la plupart des grands groupes automobiles ou du machinisme : Peugeot, Renault, Citroën, Ford comme aussi Massey-Fergusson ou Caterpillar...

Le chiffre d'affaires a augmenté de 33 % en 1988 et la direction estime elle-même que ses bénéfices pourraient être multipliés par trois pour 1988-1989. L'usine est passée à deux unités de production, l'U1 et l'U2, proches mais géographiquement séparées depuis cinq ans. Le parc de machines est modernisé. Les effectifs suivent : Lajous est une des seules entreprises de la région qui continue régulièrement à embaucher. De 474 salariés en 1987, on est passé à plus de 600 aujourd'hui. Et la direction a largement recours à l'embauche de jeunes, intérimaires ou sous contrats provisoires : c'est autant de profits en plus.

Les conditions de travail ne seraient pas trop dures si la direction ne cherchait pas à en faire faire toujours plus, et toujours plus vite. C'est partout la chasse aux prétendus «temps morts» et tous les prétextes sont bons pour raccourcir les pauses ou augmenter les charges de travail, ouvertement ou insidieusement. Et lorsque cela ne suffit pas, les sanctions pleuvent : avertissements, mises à pied, non-renouvellement de contrat, voire licenciements.

A ces conditions de travail de plus en plus insupportables, est venu s'ajouter le ras-le-bol sur les salaires, qui a déclenché la grève, le mardi 30 mai.

La grève est donc là, et bien là. Pour l'augmentation des salaires qui tournent autour de 5 500 F et n'excèdent pas 5 900 F même pour qui a plus de 15 ans d'ancienneté. La grève, qui a démarré dans chacune des deux usines à l'occasion d'une assemblée générale où les responsables de la CGT ont informé des propositions ridicules du patron en réponse à la revendication des 500 F, a été votée par tous les présents. Reconductible de jour en jour, discutée chaque jour en assemblée générale. Elle est suivie à 90 % à l'usine U1, plus de 80 % à l'usine U2 où il y a le plus de jeunes sous contrats.

Mais une telle grève ne s'était pas vue depuis 1976. Et les chefs se font tout petits... Il y a une grande détermination, et une grande solidarité. La plupart des grévistes sont convaincus que la direction sera acculée à céder. Pour le moment, ils ont pris à la rigolade la lettre de lamentations que la direction a déjà trouvé le moyen de faire parvenir par la poste à chaque salarié. La grève mettrait l'entreprise en péril ! Il faudrait être plus responsable !

Pas très responsable, déjà, d'avoir dépensé 600 fois 2,20 F de timbres pour rien.

Correspondant local

CHARASSE A BEAUVAIS

LES EMPLOYÉS DES IMPÔTS MANIFESTENT

A la Trésorerie générale de Beauvais et dans d'autres centres relevant du Trésor et des Finances, comme à travers l'ensemble du pays, des actions de rétention de documents et de fermeture des portes au public se sont succédé depuis la mi-mai à l'appel des syndicats. En effet, le ministre du Budget Charasse a annoncé des réductions d'effectifs pour l'an prochain dans les perceptions, Trésoreries, Hôtels des Impôts... A la suite de ces mouvements, Charasse a fait vertement savoir que le gouvernement appliquerait contre leurs auteurs l'amendement Lamassoure, voté sous le gouvernement Chirac, qui les prive de la paie de toute la journée même pour ce type d'actions.

Du coup, mercredi 24 mai à l'appel de tous les syndicats, la totalité du personnel de la Trésorerie générale de Beauvais se mettait en grève toute la journée afin d'«accompagner» Charasse, venu inaugurer de nouveaux locaux dans la ville.

A plusieurs reprises il dut passer devant une bonne centaine de manifestants de la Trésorerie et de la Paierie départementale, scandant : *«Charasse-Lamassoure, même combat»*.

Quant aux agents de l'Hôtel des Impôts, ils s'étaient débrouillés pour participer sur le perron à deux heures d'«informations syndicales» animées, bruyantes, banderoles à l'appui, sur le parcours du ministre. A signaler également que tous les percepteurs de l'Oise ont boycotté le même jour un repas offert par le directeur de la comptabilité publique. Une haie de CRS permit à ce ministre du «parler vrai» et «au contact facile» d'éviter tout... contact avec les employés.

LYON

LA GRÈVE À L'HÔTEL DES POSTES

C'est la grève à l'Hôtel des Postes de Lyon. La Direction départementale des postes du Rhône a décidé de supprimer 17 emplois à la Recette principale de Lyon. Devant le manque flagrant d'effectifs elle veut maintenant imposer le retour de 37 heures à 39 heures de travail par semaine.

A l'Hôtel des Postes de Lyon - grand immeuble qui abrite les Directions départementale et régionale, un Centre Télécom, et surtout la Recette principale (la RP) avec ses 300 facteurs et un Service général d'environ 120 personnes - la direction a réussi à imposer le retour aux 39 heures aux employés des deux directions : c'était à l'automne dernier, et cela, malgré plusieurs journées de grève, mais qui étaient restées isolées.

Aujourd'hui, la Direction départementale s'en est pris au Service général et aux manutentionnaires (une partie de la distribution du courrier). Depuis jeudi 25 mai, ils sont en grève, bloquant les guichets et le service Arrivée-Départ.

Les facteurs, plus hésitants, se sentent visés. Beaucoup reconnaissent que *«c'est impossible qu'une partie de la RP reste à 37 heures quand l'autre en fait 39»*.

Lundi 29 mai, 50 % d'entre eux ont bloqué la distribution. Mais les jours d'avant des délégations avaient déjà envahi les couloirs de la direction : *«37 h oui, 39 h non !»*, devenu parfois : *«35 h oui, 39 h non !»*.

Les syndicats, eux, veulent surtout obtenir l'ouverture de négociations. Mais le directeur départemental alterne les concessions. Vendredi 26 mai c'était : *«Nous ne toucherons pas aux samedis libres des facteurs»* (un sur deux), et *«le Service général ne fera que 38 h jusqu'en octobre»*. Avec les revirements, lundi c'était : *«On ne touche pas aux facteurs, mais le Service général et les manutentionnaires seront à 39 h dès le 10 juin prochain»*.

Du coup, mardi 30 mai, la grève a été reconduite et des grévistes tentaient d'aller convaincre les employés des directions de les rejoindre. Les guichets restent fermés et mercredi matin 31 mai, ceux du Service général étaient devant les portes.

Correspondant LO

BESANÇON

WEIL EN GRÈVE POUR LE 13e MOIS

Depuis le 16 mai, c'est la grève chez Weil, une entreprise familiale de confection en prêt-à-porter qui emploie à Besançon 975 personnes réparties dans trois usines sur la ville. Les salaires y tournent autour de 4 200 F pour la plupart des ouvriers et ouvrières. La grève a démarré à l'appel des syndicats CGT, CFDT, FO qui demandent le 13e mois pour compenser la baisse de la participation aux bénéfices passée de 8000 F l'année dernière à environ 500 F en 1989.

Un gréviste raconte comment la grève a commencé à l'usine de Chaillot à l'arrivée des grévistes de l'usine de Saint-Claude. *«A la pause de 9 heures, on nous dit qu'il y a un meeting. Le gars du syndicat a parlé à peine 2 minutes pour nous dire que Saint-Claude avait débrayé, qu'ils devaient venir et qu'on les attendait. Donc on reprend après la pause en se disant qu'une petite délégation allait venir. D'un seul coup on entend :* «Le 13e mois ! Le 13e mois !». *Tous aux fenêtres : on voit 200 ou 300 personnes devant l'usine. Alors là, j'ai dit :* «On débraye». *Tout Chaillot est descendu. J'ai vu descendre des gens dont j'aurais juré qu'ils ne feraient jamais grève».*

70 % du personnel est en grève. Des piquets empêchent les camions de sortir, mais laissent passer les non-grévistes. Lundi 22 mai au matin un commando de cadres a un peu bousculé les piquets dans deux usines mais les camions ne peuvent toujours pas circuler et la production n'a pas repris.

Jeudi 25 mai, une centaine de grévistes sont allés attendre le PDG Henri Weil à sa descente de train. Les manifestants ont bloqué le patron plus d'une heure dans sa voiture en plein soleil. Pour eux, en tenue légère, ça allait, mais pour Weil en costard-cravatte, ce fut plus pénible !

Le patron a enfin fait connaître ses propositions : 170 F d'augmentation par mois et, dans le courant de l'année, un «quelque chose en plus» ! Avec ça on ne veut pas reprendre le travail ! Mais par contre, dans l'usine Codol de Dôle, filiale de Weil, la grève vient de démarrer...

Dans le textile du Nord :

ENCORE DES CENTAINES D'OUVRIERS À LA RUE

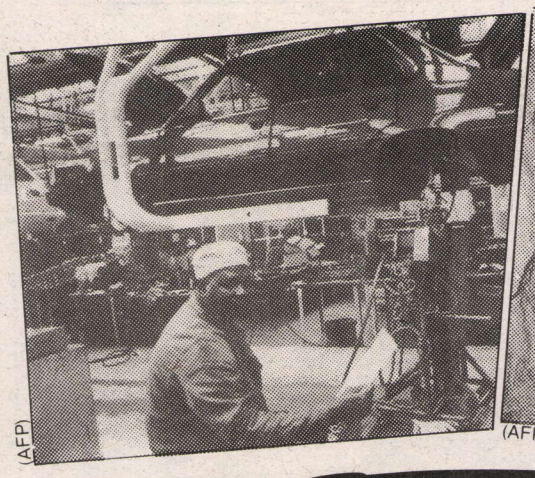
La filature de coton Leblan à Lille, vient d'annoncer sa fermeture. En janvier, 315 salariés étaient licenciés et devaient quitter l'entreprise avec une modique prime de départ de 3000 F. Ils attendent d'ailleurs toujours les 7000 F de prime de licenciement que l'Etat leur avait promis. Fin juin, les 400 salariés qui restaient seront mis à la porte. Ils viennent de faire une semaine de grève avec occupation.

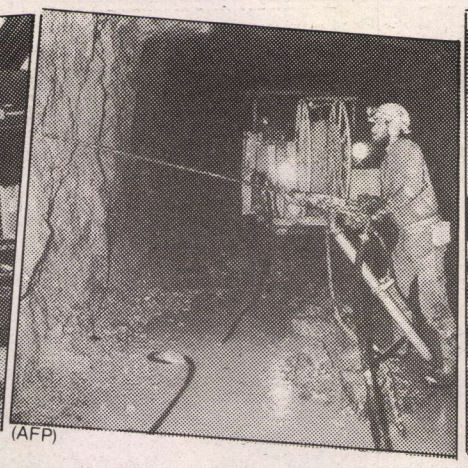
Jusqu'à présent, ils n'ont réussi à obtenir que 12 000 F de prime de départ et 14 000 F de prime payés par l'Etat, ce qui est un progrès par rapport aux derniers licenciements, mais qui n'est pas cher payé pour une exploitation qui a duré pour certains plus de 20 ans ! D'autant plus que le patron de Leblan a récemment touché 9 milliards de subvention que l'Etat lui avait accordés dans le cadre du plan textile, et qu'il reste pour 3 milliards de stocks sur lesquels on pourrait se payer. C'est ce que pensent une partie des travailleurs de Leblan et ils ont raison d'exiger leur dû.

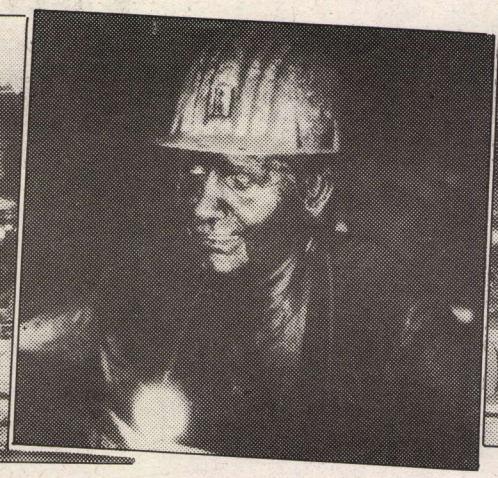
Le patron, qui envisage de fermer l'usine dans un mois, a pourtant exigé que le travail reprenne... jusqu'à la fermeture ! C'est la condition qu'il met pour le versement des 26 000 F.

Une majorité du personnel vient de voter la reprise, cédant au chantage. Mais cela ne veut pas dire que tout est terminé. Car personne n'est satisfait de ce que le patron propose pour soi-disant «indemniser» les travailleurs. Le patron, lui, ne sera pas à la rue, et, même s'il prend sa retraite comme il paraît, ce sera une retraite dorée.

Il y a donc encore de l'argent à prendre, ne serait-ce que les stocks et les capitaux et propriétés privées du patron.


(AFP)


(AFP)



RHÔNE-POULENC
(Pont de Claix - Isère)

UN «MONDE MEILLEUR»... OÙ L'ON TUE

Samedi soir 27 mai, un ensacheur de 43 ans, père de cinq enfants qui travaillait dans l'atelier DPP de l'usine Rhône-Poulenc de Pont-de-Claix a été tué. Une grande poche en toile synthétique, que l'on appelle «big-bag», contenant une tonne de produit en poudre, s'est renversée et l'a écrasé. Une dizaine de minutes plus tard lorsque son camarade de travail l'a trouvé, il était mort.

Ce travailleur est mort parce que l'usine n'avait, paraît-il, pas assez de place pour stocker ses big-bags. Il fallait donc gerber sur deux rangs, la palette de dessus reposant directement sur le sac du dessous, ce qui constituait un empilement d'un équilibre précaire, puisque les sacs sont souples. Cela s'était d'ailleurs déjà traduit par l'écroulement de big-bags placés au-dessus. Mais cette fois-ci un ouvrier était dessous et il en est mort !

Le contexte de travail a joué un rôle certain dans l'enchaînement de circonstances qui a causé cette mort. En effet au mois de mars dernier, l'atelier DPP avait explosé, aucune victime heureusement, et malgré l'atelier et le hangar non réparés, la direction de l'usine, il y a quelques jours, a fait redémarrer la production... profits obligent !

Ainsi le lieu de stockage, où a eu lieu l'accident, se trouve avec le tiers de son toit, presque à ciel ouvert donc, ce qui fait que le sol est glissant, avec un éclairage inefficace. Les fenwicks qui apportent les big-bags évoluent dans ce local. L'ensacheur a-t-il voulu intervenir à la main sur un empilement ? C'est ce qu'il semble, puisqu'il était descendu de son engin. Les ensacheurs de cet atelier avaient fait remarquer des anomalies dans leurs conditions de travail. Mais personne n'a tenu compte de leurs remarques et la direction a fait la sourde oreille à leur demande d'un talkie-walkie, qui leur aurait permis d'être moins isolés, ou quand ils ont dénoncé le gerbage de ces sacs mous.

Cela aurait coûté de l'argent... de cet argent que Rhône-Poulenc distribue si largement à ses actionnaires; alors, ça a coûté la vie à un ouvrier.

Correspondant LO

Dans les hôpitaux :

LA GRÈVE CORPORATISTE DES SURVEILLANTES

Lors du mouvement des infirmières de cet automne, des surveillantes ont participé à la grève. Dans quelques hôpitaux, elles en ont même été à l'initiative. Quand certaines infirmières défendaient les 2 000 francs pour tous, la plupart des surveillantes disaient que c'était un problème secondaire, qu'il fallait que le ministre reconnaisse la profession d'infirmière, qu'elles soient mieux considérées. Pour elles, la revendication salariale n'était pas utile et de toute façon viendrait à la suite de la reconnaissance : le principal était le «statut» de l'infirmière, mot d'ailleurs passe-partout et mal défini.

Quand les accords sur le reclassement des infirmières furent connus, ce fut le tollé dans les rangs des surveillantes. Pensez donc, certaines infirmières recevaient un salaire supérieur au leur de quelques centaines de francs. Alors là, leurs beaux discours sur la profession, la responsabilité, leur place dans l'hôpital, envolés ! Le seul problème était la paie de certaines infirmières.

Leur grogne s'organisa et la plupart des surveillantes partirent en grève... administrative seulement : non-enregistrement des sorties des malades, non-établissement des cartes de repos du personnel. Grève qui a pour conséquence de multiplier le travail, après la grève, pour d'autres catégories.

Plusieurs manifestations ont eu lieu. S'ajouta à ces actions le refus de faire passer le DE (diplôme d'Etat), examen de fin d'études des élèves-infirmières. Cela ne revient plus seulement à un surcroît de travail pour d'autres catégories, mais cela pénalise les élèves qui doivent attendre pour passer leur examen, ce qui retarde le moment de toucher leur premier salaire.

Les revendications actuelles des surveillantes sont diverses, mais liées à leur carrière, à leur statut et à une revalorisation financière. Dans cette catégorie peu nombreuse, les organisations syndicales et professionnelles pullulent, et chacune a sa plate-forme.

Plusieurs assemblées générales ont eu lieu au niveau parisien et le mouvement est diversement suivi dans les hôpitaux et même à l'intérieur d'un même hôpital.

Cette grève est la caricature des grèves corporatistes qui ont marqué l'automne dernier. En effet, les surveillantes croient obtenir plus en ne se souciant que de leur catégorie, alors qu'avec 100 000 personnes dans la rue, Evin n'a cédé que partiellement aux infirmières.

FRANCE-GLACES FINDUS
(Beauvais - Oise)

LE MINISTRE SOISSON AIDE AUX LICENCIEMENTS

Le ministre du Travail J.P. Soisson, celui-là même qui fait semblant de toucher à la loi sur les licenciements, vient d'accorder à la direction de France-Glaces-Findus le licenciement de 4 délégués sur les 12 que celle-ci demandait. Avec les 17 simples travailleurs licenciés depuis novembre 1988, cela porte à 21 le nombre d'ouvriers sur lesquels la direction de cette filiale de Nestlé se venge de la grève d'octobre 1988.

La grève, démarrée le 18 octobre à l'occasion d'un débrayage appelé par la CGT, avait été bien suivie les premiers jours : 500 personnes - sur 1500 ouvrières et ouvriers - y avaient participé. Mais à partir de l'occupation décidée à l'initiative de la CGT, ce nombre diminua fortement. Et au bout de quelques jours, la police évacua les grévistes.

Aussitôt tombaient les sanctions. Prétendant que les 121 ouvriers que ses chefs affirmaient avoir reconnus pendant l'occupation étaient passibles de licenciement, la direction en mettait 80 à pied, pour en licencier finalement 17, et demander le licenciement de 12 délégués CGT. Tous étaient accusés de «faute lourde», donc licenciés sans indemnités ni préavis. Entre autres accusations, celle d'avoir fait stopper la production en interrompant une arrivée de gaz.

Les «preuves» avancées par la direction sont farfelues, et on a pu le vérifier au cours des différentes audiences des Prud'hommes (référé prud'homal, juge départiteur, puis de nouveau les Prud'hommes, le tout en l'espace de six mois) devant lesquels les 17 licenciés se sont pourvus. Ainsi, un ancien dirigeant de l'usine prétend avoir reconnu l'un des grévistes... embauché après que lui-même fût parti de l'entreprise. L'avocat de la direction a produit comme preuve des photos où l'on ne voit que des individus de dos. Il a également mis en avant des témoignages datés de mars ou avril, soit six mois après les événements... C'est encore un directeur témoignant avoir vu à l'usine l'un des grévistes un jour où il n'y avait pas mis les pieds...

Que la direction ait profité de l'occasion pour se débarrasser à la fois d'une équipe CGT militante et d'ouvriers, connus dans l'usine pour ne pas se laisser faire, a choqué bon nombre d'ouvriers. Ils l'ont montré par de nombreux gestes de solidarité et aussi en votant, en janvier dernier, pour la CGT : celle-ci a pour la première fois pu présenter des listes complètes et a gagné 5% des voix. Les travailleurs ont voulu par ce vote montrer qu'ils étaient *«du côté des 17»*

Pendant ce temps, la justice, comme on dit, suit son cours. L'instance de Prud'hommes n'ayant pu se prononcer sur les 17 travailleurs licenciés, ce sera au juge départiteur de prendre une décision le 13 juin prochain. La direction, elle, sait bien que ceux qu'elle a licenciés ont pour seule faute d'avoir fait grève. Mais elle tient à ces licenciements et son avocat a sans doute exprimé le fond de sa pensée quand il a dit aux juges prud'homaux : *«Que vous le vouliez ou non, ces licenciements sont effectifs»*. Car la loi ne prévoit pas la réintégration d'un salarié, même au cas où son licenciement serait reconnu abusif : cela fait d'un patron un «justiciable»... qui se fait sa propre justice sans attendre les tribunaux !

Correspondant LO

(AFP)

DELACHAUX (Gennevilliers - 92)

APRÈS LA GRÈVE, LE PATRON RÉAGIT... LES OUVRIERS AUSSI !

Chez Delachaux, après trois semaines et demie de grève, en avril, la direction avait lâché 200 F pour tous et une prime de 500 F pour le mois d'avril. Les grévistes avaient fêté cela par une soirée couscous réunissant une centaine de convives à la Bourse du Travail de Gennevilliers. Ce n'était pas arrivé depuis bien longtemps que les travailleurs de l'usine Delachaux (fabrique de roues et d'aciers spéciaux) faisaient front, ensemble.

Depuis la grève, la situation est différente chez Delachaux. Les travailleurs qui ont fait grève n'abandonnent pas le terrain gagné. Bien des choses ne sont plus comme avant. Les travailleurs discutent librement entre eux ci ou là, par groupes, de leurs problèmes. Ils revendiquent et la direction sait aussi lâcher devant la détermination. Les chefs les plus arrogants se font les plus «gentils» possible...

Cela dit, la direction continue à manier le bâton, à tenter du moins, tout en craignant les retours...

Elle a licencié déjà deux travailleurs. Un gréviste combatif qui, au lendemain de la grève, n'acceptait pas une mutation qui était purement disciplinaire, et un chef d'atelier, un des quelques cadres ou assimilés qui avaient rallié la grève. Qu'un prétendu «collaborateur» puisse faire grève, c'est ce qui est resté en travers de la gorge de Monsieur Delachaux.

Aussitôt après la reprise, Delachaux n'y est pas allé par quatre chemins. Il a d'abord fait dire à ce chef d'atelier qu'il souhaitait son départ, qu'il aurait un an de salaire s'il démissionnait en silence, mais que sinon, il serait licencié, qu'on *«aurait sa peau»* et que Delachaux n'avait rien à faire des mois... Comme ce chef d'atelier ne voulait pas obtempérer – par son action dans la grève et ensuite, il était bien vu des travailleurs et s'apprêtait à assumer des responsabilités syndicales à la CGT – la direction a engagé contre lui une procédure de licenciement, en dépit du bon sens, mais tant pis ! Elle a inventé une affaire rocambolesque, un mauvais roman d'espionnage où ce camarade aurait facilité l'introduction dans l'entreprise d'un futur concurrent... faux d'un bout à l'autre, mais qu'à cela ne tienne !

Les réactions n'ont pas manqué évidemment. Une centaine de travailleurs ont fait tous ensemble trois heures de débrayage dès l'annonce du licenciement. 150 ont signé une pétition de protestation. Ils ont témoigné par écrit à des dizaines, et sont venus à près d'une vingtaine à chacune des audiences – devant le tribunal d'instance, comme devant la formation de référé des Prud'hommes où l'affaire se jugeait. Le verdict n'est pas encore connu. Mais le chef licencié, avec l'appui des quelque 200 grévistes, attaque en justice pour l'annulation du licenciement. C'est un licenciement pour fait de grève, et pour activité syndicale, car la direction Delachaux avait en effet pleinement connaissance de la nomination imminente de ce travailleur comme représentant syndical au Comité d'Entreprise quand elle l'a licencié.

Depuis dans l'entreprise, le climat reste «chaud». A cause de la température extérieure, certes, mais aussi parce que les travailleurs ne se laissent pas si facilement faire.

Le 10 mai par exemple, alors que Delachaux s'était engagé à ce qu'il n'y ait pas de retenue de salaire sur le mois d'avril, malgré la grève, les travailleurs ont remarqué qu'il leur manquait à tous 700 F à 800 F, en moyenne. Les promesses n'avaient pas été tenues. Aussitôt, débrayage... et le patron s'excusait de son «erreur»...

Il y a quelques jours, devant la tentative d'un chef stupide de muter une ouvrière d'un certain âge qui n'en pouvait plus tellement il faisait chaud, c'était à nouveau le scandale et la colère. Et la direction reculait encore.

Certes, tout est loin d'être rose chez Delachaux. Mais quelque chose a changé. Avant, on avait peur et on baissait la tête. Maintenant, avec succès ou pas, on se défend. C'est toute la différence.

Correspondant LO

PEUGEOT (Sochaux)

L'ENCADREMENT ANTI-OUVRIER S'AGITE

Aux Usines Peugeot à Sochaux, un chef d'atelier encourt amende et prison (avec sursis) pour avoir délibérément interdit le 23/03/89 à un militant CGT du Comité d'hygiène et sécurité de Tôlerie l'accès au cahier des *«droits de retrait»* (droit qui autorise un ouvrier s'estimant travailler en insécurité de se retirer de son poste et qui déclenche une enquête).

Ce jour-là, un ouvrier de retour d'accident de travail était en poste «aménagé» par le médecin du travail. La maîtrise au bout du quatrième jour, sans autorisation, s'est permis de supprimer le poste aménagé. Le chef d'atelier, non satisfait d'outrepasser la loi, mit sur-le-champ le délégué CGT en mise à pied conservatoire, et il fallut l'intervention du responsable de l'unité et du président du CHS pour que l'accès au cahier fût accordé. Celui-ci, désavouant le chef d'atelier, reconnut la faute et dit *«on payera»*.

Alerté par les délégués CGT, l'inspecteur du travail dut dresser un procès-verbal qui, si le procureur fait suite, donnera lieu à un procès.

Il n'en a pas fallu plus pour qu'avec le feu vert de la direction, la CGC mobilise une cinquantaine d'agents de maîtrise et de cadres pour aller, pendant le temps de travail, manifester sous les fenêtres de l'inspecteur du travail. La délégation CGC accusait l'inspecteur du travail d'être trop conciliant avec la CGT.

Dans son communiqué de presse, la CGC protestait contre *«les violences insidieuses dont est victime l'encadrement de la part de certaines organisations syndicales»*. Et de citer «les dix de Billancourt» !!!

La CGC ira-t-elle jusqu'à manifester dans les rues comme elle menace de le faire ?

Cette agitation d'une partie de l'encadrement à Peugeot-Sochaux est à rapprocher des réactions et de l'indignation qui a touché l'opinion ouvrière de la région lorsque notre camarade Denis Carrat fut licencié d'ECIA (anciennement Cycles Peugeot) pour avoir dit à son contremaître qu'il était un «enfoiré».

Les cadres d'ECIA et d'Automobiles Peugeot sont très liés et appartiennent au groupe PSA et il est tout à fait probable que, en réaction, ils se cherchent un cheval de bataille pour répondre au succès de la manifestation en faveur de la réintégration de Denis Carrat, et en opposition à celle prévue pour la veille de la conciliation en Prud'hommes, le 8 juin.

En tout cas, les militants CGT du secteur Tôlerie ne sont pas disposés à retirer leur plainte sous prétexte que le chef d'atelier est, depuis, tombé gravement malade.

L'encadrement chez Peugeot a été dressé de tout temps, et plus particulièrement depuis 1968, à des tâches anti-ouvrières. La CGC n'a jamais rien trouvé à y redire, bien au contraire.

Le fait que cette dernière fasse passer pour victime et soutienne un membre de l'encadrement, chef d'atelier, réputé auprès des travailleurs pour son comportement anti-ouvrier, est significatif du soutien que la CGC veut apporter à la direction Peugeot.

Une manifestation pour la réintégration de Denis Carrat est prévue le jeudi 8 juin à 17 h 30, place de la Gare à Montbéliard à l'appel de 16 organisations locales dont : UL-CGT, UL-CFDT, PCF, PS, LO, LCR, etc.

Dans notre courrier

Maisons individuelles :

LE RACKET DES PRÊTS

L'«accession à la propriété» se traduit pour bien des familles par le paiement de mensualités de plus en plus exorbitantes. C'est ce qui conduit nombre d'entre elles à s'organiser pour faire face à la rapacité des organismes prêteurs. Des accédants à la propriété de Flers, dans l'Orne, nous écrivent pour citer leur exemple :

«C'est en 80-81 que les maisons de la «Résidence des Plantes» à Flers dans l'Orne ont été mises en vente.

Les prix variaient de 400 000 F à 480 000 F pour des F5 ou des F6 jumelés. C'est Carpi, société d'HLM qui vendait ces maisons. Elle s'engageait à trouver les prêts (PAP et prêt complémentaire). Et en effet, elle les trouvait vite : le prêt variait entre 9 et 14 % d'intérêts avec une progressivité de 4 % par an.

Pour donner un exemple, un couple dont la femme est au foyer avec trois enfants devait payer en 1984, 3 300 F par mois à Carpi qui empochait en plus l'APL (aide au logement) de 2 000 F. En 1989, ce couple devrait payer 4 400 F. Nous disons «devrait» car nous avons décidé en mars 1989 de nous organiser en Comité de défense et de commencer une grève des paiements.

Car après nous avoir fait miroiter des remboursements de 1 500 à 1 800 F par mois, les remboursements variaient entre 3 000 et 4 000 F. Et ce, pour des familles ouvrières dont certaines gagnent 4 500 ou 5 000 F par mois !

A la suite d'une réunion d'information, nous avons appris que Carpi incluait dans le prix des maisons la TVA. Or, ces maisons construites par Carpi, société d'HLM, sont destinées à des familles à faibles revenus, et comme telles, exonérées de la TVA.

Il s'est aussi vérifié que les lots vendus étaient surévalués : selon Henri Carriot, qui préside le Comité de Coordination de Défense des Accédants Victimes de Prêts et Malfaçons, les maisons de notre lotissement, vendues environ 450 000 F, ne valent pas plus de 300 000 F. D'autant plus qu'après un an, des malfaçons sont apparues : fissures extérieures, moisissures dans les salons, canalisations défectueuses, ruissellement dans les caves.

C'est pourquoi nous avons décidé de rejoindre le Comité. Car nous ne sommes pas les seuls en France, victimes du rapace Carpi : selon le Comité, il y aurait en France 150 000 familles que Carpi voudrait prendre pour vaches à lait. Et d'autres sociétés comme Carpi lèseraient au total, 1 500 000 familles !

Le samedi 27 mai s'est tenue une assemblée générale des comités à laquelle participaient plusieurs centaines de personnes représentant 36 départements.

Le mouvement s'élargit. Et c'est ce qui compte si nous voulons obtenir gain de cause !».

Des membres du Comité de Flers (Orne)

lire.

«Pionniers» de Willa Cather

A la fin du 19e siècle, à la mort de son père, Alexandra, la fille d'un immigrant suédois, se retrouve maîtresse de la ferme que son père a créé onze ans auparavant. Elle a trois frères, mais c'est elle, intelligente et courageuse, que son père juge la plus apte à faire fructifier le bien de la famille.

Seize ans plus tard, Alexandra, de fermière est devenue une *«propriétaire»*. Elle a installé ses frères dans leurs propres fermes, elle continue à s'enrichir, et elle est devenue un personnage qui compte dans cette région du Nebraska, où sont venues s'installer des communautés d'immigrants scandinaves, russes, français, tchèques...

L'auteur de ce roman écrit en 1913, Willa Cather, est arrivée elle-même en 1882 à neuf ans, avec ses parents, dans un village perdu du Nebraska. Elle sait raconter les difficiles débuts de ceux qui, les premiers, essayèrent de défricher ces terres du Nebraska. Elle aime les gens qu'elle décrit, des hommes et des femmes courageux et tenaces, à la vie laborieuse et monotone, qui cachent – sous une simplicité apparente, leurs sentiments et leurs drames intérieurs jusqu'à ce qu'ils explosent.

Willa Cather décrit, avec le père d'Alexandra, la première génération de ces pionniers qui *«doivent être capables d'avoir de l'imagination, de jouir de l'idée des choses plus que des choses elles-mêmes»* parce que les *«choses»*, les réussites, les biens matériels, sont longs à conquérir, entre les étés torrides et les hivers difficiles. Puis elle décrit la deuxième génération, où se côtoient ceux qui ont réussi, comme Alexandra, et ceux qui connaissent encore les difficultés. Mais entre Alexandra, qui peut envoyer son jeune frère à l'Université, et ses jeunes voisins qui tirent le diable par la queue, les relations sont aussi amicales et simples que par le passé – les différenciations sociales produites par l'enrichissement sont en cours, elles n'ont pas encore changé les mentalités.

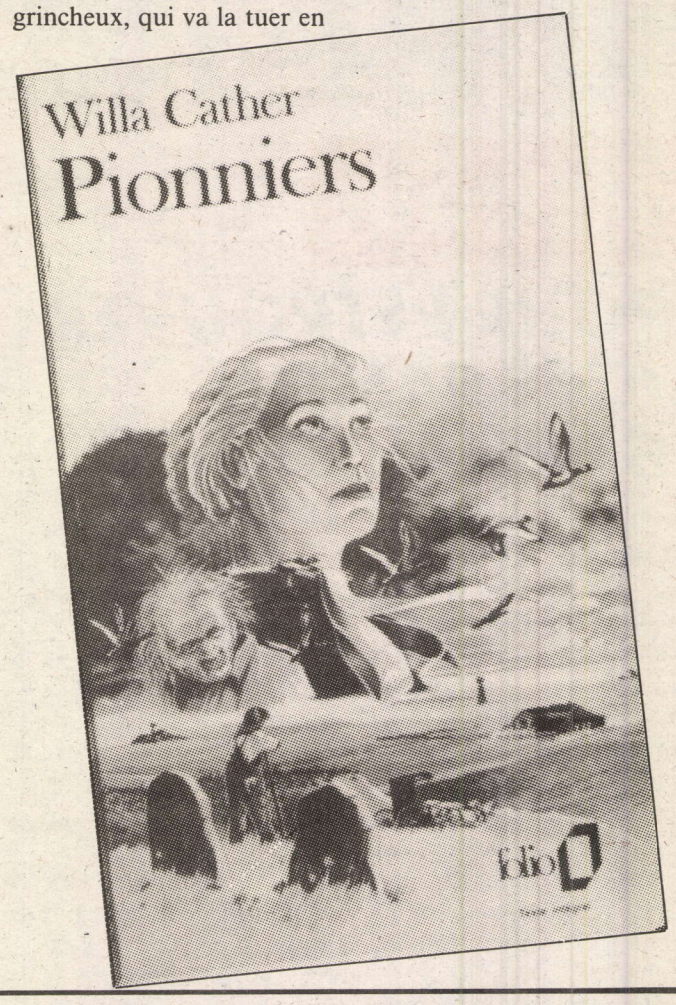
Il est intéressant aussi de voir certains aspects de la vie à la campagne, aux Etats-Unis, au début du vingtième siècle... comme l'usage visiblement répandu du téléphone !

Willa Cather rend attachants chacun de ses personnages, que ce soit Alexandra, ou Marie, la petite *«bohémienne»* qui essaie de prendre son parti du mari qu'elle s'est mal choisie et de sa vie étriquée, ou même son mari Frank Shabata, malheureux et grincheux, qui va la tuer en la trouvant avec son amant, alors qu'il n'aurait jamais voulu lui *«faire du mal»*. Mais Willa Cather fait aussi dire à Alexandra, discutant avec son ami qui a vécu en ville : *«On devient dur et lourd ici, Karl. On devient incapable de ces mouvements vifs et déliés que tu peux accomplir, et l'esprit s'ankylose. Si les dimensions du monde n'excédaient pas celles de mon champ de maïs, s'il n'y avait rien d'autre que cela, je n'aurais pas l'impression qu'il peut servir à grand-chose de travailler»*.

Un roman écrit avec beaucoup de simplicité et de finesse.

Sylvie FRIEDMAN

Pionniers, de Willa Cather collection Folio, 310 pages



LUTTE OUVRIERE

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à

LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions E.A. – B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. SARL au capital de 20 000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 17 000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

– à **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
– à **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F.
Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL ET VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

ARGENTINE

L'EXPLOSION DE COLÈRE

Une femme à la sortie d'un magasin pillé. (AFP)

Magasins pillés par des centaines d'hommes, de femmes, de jeunes, manifestations et rassemblements spontanés qui peuvent se transformer à chaque instant en scènes d'émeutes : voilà comment, en Argentine, l'annonce du nouveau plan d'austérité du gouvernement d'Alfonsin a suscité l'explosion d'une vague de colère populaire.

Pas besoin d'inventer des manipulateurs d'extrême-gauche comme le font – sans grande conviction, il est vrai – la presse et les dirigeants argentins. Cette vague qui, partie des quartiers pauvres de Rosario, a gagné en une journée toute la banlieue de Buenos Aires et de plusieurs grandes villes, est le résultat de l'aggravation constante depuis des années des conditions de vie des classes pauvres de ce pays. Celle-ci se traduit par la pauvreté liée aux bas salaires et à une inflation galopante (70 % pour le seul mois de mai), par la sous-alimentation, parfois même la faim. Les problèmes d'approvisionnement en eau, en électricité, les problèmes d'insalubrité se multiplient dans ce pays jadis prospère, mais aujourd'hui ruiné et pris à la gorge par ses créanciers.

Comme chaque fois qu'il a adopté un plan d'austérité, le gouvernement a prétendu que celui qu'il vient de lancer était destiné à imposer des sacrifices aux riches. Mais les classes populaires savent que, à chaque fois, ce sont elles qui ont payé. Et cette fois la coupe était pleine.

Dans un premier temps, le gouvernement argentin a peut-être espéré que les menaces, la présence de l'armée, l'annonce de l'état de siège, les arrestations intimideraient la population. Mais devant les émeutes il semble avoir opté pour une attitude plus souple. Lundi 29 mai, Alfonsin annonçait que les salaires seraient augmentés, ainsi que les retraites, et que des distributions de produits de première nécessité seraient organisées par le gouvernement. Selon la presse française, le gouvernement avait demandé à des directeurs de supermarchés d'organiser eux-mêmes de telles distributions afin d'éviter les pillages.

En tout cas, l'inquiétude domine parmi les dirigeants du Parti Radical, le parti d'Alfonsin, comme chez ceux du parti péroniste dont le leader, Carlos Menem, vient d'être le grand vainqueur des élections et doit prendre la succession d'Alfonsin en décembre. Tous semblent avoir comme souci majeur d'éviter que l'explosion de colère spontanée ne débouche sur une crise sociale généralisée.

Jusqu'à présent il n'y a pas eu de mouvements dans les usines, les chantiers, les bureaux. Les dirigeants du syndicat péroniste CGT, omniprésent dans la classe ouvrière, font tout pour maintenir ce calme relatif et qu'ils savent fragile. Ils se sont bien gardés jusqu'à présent d'appeler à la grève générale ou même d'en évoquer l'idée. Seuls les militants de l'extrême-gauche, en particulier du Parti Communiste, du MAS et de plus petites organisations comme le Parti Ouvrier, semblent tenter de donner, là où ils sont présents, un caractère organisé au mouvement de protestation.

C'est bien le problème qui est posé maintenant : passer de l'explosion de colère à une offensive qui s'appuie sur toute la force de la classe ouvrière argentine.

Henriette MAUTHEY

MEXIQUE

POUR RETROUVER JOSÉ RAMON GARCIA GOMEZ !

Il y a cinq mois, en décembre 1988, José Ramon Garcia Gomez, militant du Parti Révolutionnaire du Travail mexicain, disparaissait. Les diverses actions menées par le PRT auprès de diverses instances gouvernementales pour sa réapparition en vie et sa libération immédiate n'ont jusqu'à maintenant trouvé aucun écho.

Quatre membres de la direction nationale du PRT mexicain ont décidé d'entamer une grève de la faim pour exiger une réponse satisfaisante du gouvernement. Cette action vise aussi à la libération d'Eladio Torres Flores, enlevé le 23 avril 1980, et qui ne fut officiellement arrêté par les autorités judiciaires que deux mois plus tard, le 12 juin 1980. Depuis, ce militant «disparu» est toujours incarcéré.

Pour protester contre cette répression, officielle ou officieuse, quelques dizaines de personnes se sont rassemblées, le mercredi 31 mai 1989, devant l'ambassade du Mexique à Paris, à l'appel de la Ligue des Droits de l'Homme, de la LCR, de Lutte Ouvrière, du Comité français pour les Droits de l'Homme au Mexique et de représentants de la famille. Une délégation a été reçue par l'ambassadeur, qui s'est borné à répondre que le gouvernement mexicain faisait ce qu'il pouvait pour retrouver le disparu.

Les organisateurs des multiples protestations demandent d'envoyer des messages de solidarité aux grévistes de la faim et à Eladio Flores Torres aux adresses suivantes :

PRT : Avenida Xola # 181 ; Colonia Alamos ; Mexico, DF ; Mexique.

Eladio Flores Torres : Penal de Santa Marta Acatitla ; Salida Carretera Federal Puebla ; Mexico, DF ; Mexique.

CISJORDANIE

LES RETOMBÉES DES EXACTIONS TERRORISTES DES COLONS JUIFS SERONT POUR TOUTE LA POPULATION ISRAÉLIENNE

Les raids terroristes de colons israéliens contre des villages palestiniens en Cisjordanie se multiplient. Des groupes armés montent des opérations qu'ils baptisent eux-mêmes «d'intimidation», tirant sur des maisons, voire sur leurs habitants, saccageant des magasins, détruisant des véhicules et s'en prenant à l'armée israélienne elle-même lorsque celle-ci esquisse quelques mouvements pour les en empêcher. On a vu par exemple un colon gifler un commandant de régiment.

La plus sanglante de ces expéditions s'est produite à Kifl Harith, un village près de Naplouse, où une jeune Palestinienne de 16 ans a été tuée et son frère grièvement blessé. La presse israélienne a rapporté que les colons ont lancé un cocktail Molotov contre une maison qui a commencé à brûler, ouvert le feu sur les plaques solaires installées sur les toits du village, brisé des fenêtres et des vitres de voitures, tué un âne, mis le feu à un verger et à des gerbes de blé. Quand les villageois ont répliqué par des jets de pierre, les colons ont ouvert le feu. C'est ainsi que la jeune fille a été tuée et que son frère a été grièvement blessé, près de leur maison qui brûlait.

Ces exactions sont dans le droit fil de celles qui ont été à l'origine de la création de l'Etat d'Israël. La conquête du territoire par les Sionistes s'est faite en chassant par la terreur les Palestiniens. Et les partisans de l'annexion des territoires occupés comptent, en créant un climat de terreur, y parvenir en Cisjordanie. Oh, pas tout seuls ! Ils essayent de provoquer l'intervention de l'armée et veulent la mettre dans la situation de venir à leur rescousse.

Le gouvernement Shamir s'inquiète de la situation. Surtout parce qu'une fraction importante de l'opinion publique israélienne aspire à arrêter cette escalade qui mène à une guerre de plus en plus ouverte contre la population des territoires occupés. Mais ce gouvernement est totalement responsable de la situation, non seulement parce qu'il accepte d'être débordé, mais parce qu'il a créé les conditions pour l'être. C'est Shamir et consorts qui ont mené cette politique d'implantation des colons, ce sont eux qui ont chargé l'armée d'occupation de les protéger, eux qui la font intervenir contre les manifestations palestiniennes, eux qui, en fermant les écoles et les universités depuis bientôt deux ans, veulent faire vivre la population des territoires occupés en «sous-hommes» (les Nazis disaient «Untermenschen» pour les Juifs dans les camps de concentration).

Cette politique ne peut que se retourner contre les Juifs d'Israël. Car elle n'est pas seulement contraire aux intérêts du peuple palestinien, mais aux leurs. C'est à cause de cette politique que les Israéliens sont obligés de vivre constamment sur le pied de guerre, c'est cette politique qui, en accroissant la haine qu'elle sème contre eux, en accentuant l'évolution de leur régime intérieur vers l'extrême-droite, voire une certaine fascisation, peut rendre leur présence de plus en plus invivable dans cette contrée du monde.

Louis GUILBERT

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995